Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 53 del 4 marzo 2006 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 4 marzo 2006** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

N. 51/L

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

LEGGE 6 febbraio 2006, n. **66**.

Adesione della Repubblica italiana all'Accordo sulla conservazione degli uccelli acquatici migratori dell'Africa - EURASIA, con Allegati e Tabelle, fatto a L'Aja il 15 agosto 1996.

SOMMARIO

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 6 febbraio 2006, n. **66**.

Adesione della Repubblica italiana all'Accordo sulla conservazione degli uccelli acquatici migratori dell'Africa - EURASIA, con Allegati e Tabelle, fatto a L'Aja il 15 agosto 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

ART. 1.

(Autorizzazione all'adesione).

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire all'Accordo sulla conservazione degli uccelli acquatici migratori dell'Africa-EURASIA, con Allegati e Tabelle, fatto a L'Aja il 15 agosto 1996.

ART. 2.

(Ordine di esecuzione).

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità con quanto disposto dall'articolo XIV dell'Accordo stesso.

ART. 3.

(Copertura finanziaria).

1. Per l'attuazione della presente legge è autorizzata la spesa di euro 210.415 per ciascuno degli anni 2005 e 2006, e di euro 267.460 annui a decorrere dal 2007. Al relativo onere si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 2005-2007, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente « Fondo speciale » dello stato di previsione del Ministero dell'economia e delle finanze per l'anno 2005, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro dell'economia e delle finanze è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

ART. 4.

(Entrata in vigore).

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 6 febbraio 2006

CIAMPI

Berlusconi, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

Fini, *Ministro degli affari esteri*

Matteoli, *Ministro dell'ambiente e della tutela del territorio*

Visto*, il Guardasigilli:* Castelli

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

ACCORD SUR LA CONSERVATION DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS D'AFRIQUE-EURASIE

LES PARTIES CONTRACTANTES,

RAPPELANT que la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, 1979, encourage les mesures de coopération internationale en vue de la conservation des espèces migratrices;

RAPPELANT en outre que la première session de la Conférence des Parties à la Convention, qui s'est tenue à Bonn en octobre 1985, a chargé le Secrétariat de la Convention de prendre des mesures appropriées pour élaborer un Accord sur les Anatidae du Paléarctique occidental;

CONSIDERANT que les oiseaux d'eau migrateurs constituent une partie importante de la diversité biologique mondiale et, conformément à l'esprit de *la Convention sur la diversité biologique*, 1992, et d'Action 21, devraient être conservés au bénéfice des générations présentes et futures;

CONSCIENTES des avantages économiques, sociaux, culturels et récréatifs découlant des prélèvements de certaines espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et des valeurs environnementale, écologique, génétique, scientifique, esthétique, récréative, culturelle, éducative, sociale et économique des oiseaux d'eau migrateurs en général;

CONVAINCUES que tout prélèvement d'oiseaux d'eau migrateurs doit être effectué conformément au concept de l'utilisation durable, en tenant compte de l'état de conservation de l'espèce concernée sur l'ensemble de son aire de répartition ainsi que de ses caractéristiques biologiques;

CONSCIENTES que les oiseaux d'eau migrateurs sont particulièrement vulnérables car leur migration s'effectue sur de longues distances et qu'ils sont dépendants de réseaux de zones humides dont la superficie diminue et qui se dégradent du fait d'activités humaines non conformes au principe de l'utilisation durable, comme le souligne la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, 1971;

RECONNAISSANT la nécessité de prendre des mesures immédiates pour mettre un terme au déclin d'espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats dans l'espace géographique dans lequel se déroulent les systèmes de migration des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie;

CONVAINCUES que la conclusion d'un Accord multilatéral et sa mise en oeuvre par des mesures coordonnées et concertées contribueront d'une manière significative à une conservation efficace des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats et auront une incidence bénéfique sur de nombreuses autres espèces de faune et de flore;

RECONNAISSANT que l'application efficace d'un tel Accord nécessitera une aide à certains Etats de l'aire de répartition pour la recherche, la formation et la surveillance continue relative aux espèces migratrices d'oiseaux d'eau et à leurs habitats, pour la gestion de ces habitats et pour la création ou l'amélioration d'institutions scientifiques et administratives chargées de la mise en oeuvre de l'Accord,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

ARTICLE I

Champ d'application, définitions et interprétation

1. Le champ d'application géographique du présent Accord est la zone dans laquelle se déroulent les systèmes de migration des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie telle que définie à l'Annexe 1 du présent Accord, appelée ci-après "zone de l'Accord".

2. *Aux fins du présent Accord:*

(a) "Convention" signifie la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, 1979;

(b) "Secrétariat de la Convention" *signifie l'organe* établi conformément à l'Article IX de la Convention;

(c) "*Oiseaux d'eau*" *signifie les* espèces d'oiseaux qui dépendent écologiquement des zones humides pendant une partie au moins de leur cycle annuel, qui ont une aire de répartition située entièrement ou partiellement dans la zone de l'Accord, et qui figurent à l'Annexe 2 du présent Accord;

(d) "Secrétariat de l'Accord" signifie l'*organe* établi conformément à l'Article VI, paragraphe 7 (b), du présent Accord;

(e) "Parties" signifie, sauf indication contraire du contexte, les Parties au présent Accord;

(f) "Parties présentes et votantes" signifie les Parties présentes et qui se sont exprimées par un vote *affirmatif ou négatif;* pour déterminer la majorité, il n'est pas tenu compte des abstentions dans le décompte des suffrages exprimés.

De plus, les expressions définies aux sous-paragraphes 1 (a) à (k) de l'Article I de la Convention ont le même sens, *mutatis mutandis*, dans le présent Accord.

3. Le présent Accord constitue un ACCORD au sens du paragraphe 3 de l'Article IV de la Convention.

4. Les annexes au présent Accord en font partie intégrante. Toute référence à l'Accord constitue aussi une référence à ses annexes.

ARTICLE II
Principes fondamentaux

1. Les Parties prennent des mesures coordonnées pour maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs dans un état de conservation favorable. A ces fins, elles prennent, dans les limites de leur juridiction nationale, les mesures prescrites à l'Article III, ainsi que les mesures particulières prévues dans le Plan d'action prévu à l'Article IV du présent Accord.

2. Dans la mise en application des mesures du paragraphe 1 ci-dessus, les Parties devraient prendre en considération le principe de précaution.

ARTICLE III
Mesures générales de conservation

1. Les Parties prennent des mesures pour conserver les oiseaux d'eau migrateurs en portant une attention particulière aux espèces en danger ainsi qu'à celles dont l'état de conservation est défavorable.

2. A cette fin, les Parties:

(a) accordent une protection aussi stricte aux oiseaux d'eau migrateurs en danger dans la zone de l'Accord que celle qui est prévue aux paragraphes 4 et 5 de l'Article III de la Convention;

(b) s'assurent que toute utilisation d'oiseaux d'eau migrateurs est fondée sur une évaluation faite à partir des meilleures connaissances disponibles sur l'écologie de ces oiseaux, ainsi que sur le principe de l'utilisation durable de ces espèces et des systèmes écologiques dont ils dépendent;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

(c) identifient les sites et les habitats des oiseaux d'eau migrateurs situés sur leur territoire et favorisent la protection, la gestion, la réhabilitation et la restauration de ces sites en liaison avec les organisations énumérées à l'article IX, paragraphes (a) et (b) du présent Accord, intéressées par la conservation des habitats;

(d) coordonnent leurs efforts pour faire en sorte qu'un réseau d'habitats adéquats soit maintenu ou, lorsque approprié, rétabli sur l'ensemble de l'aire de répartition de chaque espèce d'oiseaux d'eau migrateurs concernée, en particulier dans le cas où des zones humides s'étendent sur le territoire de plus d'une Partie au présent Accord;

(e) étudient les problèmes qui se posent ou se poseront vraisemblablement du fait d'activités humaines et s'efforcent de mettre en oeuvre des mesures correctrices, y compris des mesures de restauration et de réhabilitation d'habitats, et des mesures compensatoires pour la perte d'habitats;

(f) coopèrent dans les situations d'urgence qui nécessitent une action internationale concertée et pour identifier les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs qui sont les plus vulnérables dans ces situations; elles coopèrent également à l'élaboration de procédures d'urgence appropriées permettant d'accorder une protection accrue à ces espèces dans ces situations ainsi qu'à la préparation de lignes directrices ayant pour objet d'aider chacune des Parties concernées à faire face à ces situations;

(g) interdisent l'introduction intentionnelle dans l'environnement d'espèces non indigènes d'oiseaux d'eau, et prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir la libération accidentelle de telles espèces si cette introduction ou libération nuit au statut de conservation de la flore et de la faune sauvages; lorsque des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau ont déjà été introduites, les Parties prennent toute mesure utile pour empêcher que ces espèces deviennent une menace potentielle pour les espèces indigènes;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

(h) lancent ou appuient des recherches sur la biologie et l'écologie des oiseaux d'eau, y compris l'harmonisation de la recherche et des méthodes de surveillance continue et, le cas échéant, l'établissement de programmes communs ou de programmes de coopération portant sur la recherche et la surveillance continue;

(i) analysent leurs besoins en matière de formation, notamment en ce qui concerne les enquêtes, la surveillance continue et le baguage des oiseaux d'eau migrateurs, ainsi que la gestion des zones humides, en vue d'identifier les sujets prioritaires et les domaines où la formation est nécessaire, et collaborent à l'élaboration et à la mise en oeuvre de programmes de formation appropriés;

(j) élaborent et poursuivent des programmes pour susciter une meilleure prise de conscience et compréhension des problèmes généraux de conservation des oiseaux d'eau migrateurs ainsi que des objectifs particuliers et des dispositions du présent Accord;

(k) échangent des informations ainsi que les résultats des programmes de recherche, de surveillance continue, de conservation et d'éducation;

(l) coopèrent en vue de s'assister mutuellement pour être mieux à même de mettre en oeuvre l'Accord, en particulier en ce qui concerne la recherche et la surveillance continue.

ARTICLE IV

Plan d'action et Lignes directrices de conservation

1. Un Plan d'action constitue l'Annexe 3 du présent Accord. Ce Plan précise les actions que les Parties doivent entreprendre à l'égard d'espèces et de questions prioritaires, en conformité avec les mesures générales de conservation prévues à l'Article III du présent Accord, et sous les rubriques suivantes:

(a) conservation des espèces;

(b) conservation des habitats;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

(c) gestion des activités humaines;

(d) recherche et surveillance continue;

(e) éducation et information;

(f) mise en oeuvre.

2. Le Plan d'action est examiné à chaque session ordinaire de la Réunion des Parties en tenant compte des lignes directrices de conservation.

3. Tout amendement au Plan d'action est adopté par la Réunion des Parties qui, ce faisant, tient compte des dispositions de l'Article III du présent Accord.

4. Les lignes directrices de conservation sont soumises pour adoption à la Réunion des Parties lors de sa première session; elles sont examinées régulièrement.

ARTICLE V

Application et financement

1. Chaque Partie:

(a) désigne la ou les Autorité(s) chargée(s) de la mise en oeuvre du présent Accord qui, entre autres, exercera (exerceront) un suivi de toutes les activités susceptibles d'avoir un impact sur l'état de conservation des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs à l'égard desquelles elle est un Etat de l'aire de répartition;

(b) désigne un point de contact pour les autres Parties; son nom et son adresse sont communiqués sans délai au secrétariat de l'Accord et sont transmis immédiatement par le secrétariat aux autres Parties;

(c) prépare pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties, à partir de sa deuxième session, un rapport sur son application de l'Accord en se référant particulièrement aux mesures de conservation qu'elle a prises. La structure de ce rapport est établie

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

par la première session de la Réunion des Parties et revue, si nécessaire, à l'occasion d'une session ultérieure de la Réunion des Parties. Chaque rapport est soumis au secrétariat de l'Accord au plus tard cent vingt jours avant l'ouverture de la session ordinaire de la Réunion des Parties pour laquelle il a été préparé, et copie en est transmise immédiatement aux autres Parties par le secrétariat de l'Accord.

2. (a) Chaque Partie contribue au budget de l'Accord conformément au barème des contributions établi par l'Organisation des nations unies. Aucune Partie qui est un Etat de l'aire de répartition ne peut être appelée à apporter une contribution supérieure à 25% du budget total. Il ne peut être exigé d'aucune organisation d'intégration économique régionale une contribution supérieure à 2,5% des frais administratifs;

(b) les décisions relatives au budget, y compris une modification éventuelle du barème des contributions, sont adoptées par la Réunion des Parties par consensus.

3. La Réunion des Parties peut créer un fonds de conservation alimenté par des contributions volontaires des Parties ou par toute autre source dans le but de financer la surveillance continue, la recherche, la formation ainsi que des projets concernant la conservation, y compris la protection et la gestion, des oiseaux d'eau migrateurs.

4. Les Parties sont invitées à fournir un appui en matière de formation, ainsi qu'un appui technique et financier, aux autres Parties sur une base multilatérale ou bilatérale afin de les aider à mettre en oeuvre les dispositions du présent Accord.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

ARTICLE VI

Réunion des Parties

1. La Réunion des Parties constitue l'organe de décision du présent Accord.

2. Le dépositaire convoque, en consultation avec le Secrétariat de la Convention, une session de la Réunion des Parties un an au plus tard après la date à laquelle le présent Accord est entré en vigueur. Par la suite, le secrétariat de l'Accord convoque, en consultation avec le Secrétariat de la Convention, des sessions ordinaires de la Réunion des Parties à des intervalles de trois ans au plus, à moins que la Réunion n'en décide autrement. Dans la mesure du possible, ces sessions devraient être tenues à l'occasion des réunions ordinaires de la Conférence des Parties à la Convention.

3. A la demande écrite d'au moins un tiers des Parties, le secrétariat de l'Accord convoque une session extraordinaire de la Réunion des Parties.

4. L'Organisation des nations unies, ses institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, tout Etat non Partie au présent Accord, et les secrétariats des conventions internationales concernées, entre autres, par la conservation, y compris la protection et la gestion, des oiseaux d'eau, peuvent être représentés aux sessions de la Réunion des Parties par des observateurs. Toute organisation ou toute institution techniquement qualifiée dans les domaines ci-dessus mentionnés ou dans la recherche sur les oiseaux d'eau migrateurs peut également être représentée aux sessions de la Réunion des Parties en qualité d'observateur, à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes ne s'y opposent.

5. Seules les Parties ont le droit de vote. Chaque Partie dispose d'une voix mais les organisations d'intégration économique régionale Parties au présent Accord exercent, dans les domaines de leur compétence, leur droit de

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

vote avec un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties au présent Accord. Une organisation d'intégration économique régionale n'exerce pas son droit de vote si ses Etats membres exercent le leur, et réciproquement.

6. A moins que le présent Accord n'en dispose autrement, les décisions de la Réunion des Parties sont adoptées par consensus ou, si le consensus ne peut être obtenu, à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes.

7. A sa première session, la Réunion des Parties:

(a) adopte son règlement intérieur par consensus;

(b) établit le secrétariat de l'Accord au sein du Secrétariat de la Convention, afin de remplir les fonctions énumérées à l'Article VIII du présent Accord;

(c) établit le comité technique prévu à l'Article VII du présent Accord;

(d) adopte un modèle de présentation des rapports qui seront préparés conformément à l'Article V, paragraphe 1 (c), du présent Accord;

(e) adopte des critères pour déterminer les situations d'urgence qui nécessitent des mesures de conservation rapides et pour déterminer les modalités de répartition des tâches pour la mise en oeuvre de ces mesures.

8. A chacune de ses sessions ordinaires, la Réunion des Parties:

(a) prend en considération les modifications réelles et potentielles de l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs et des habitats importants pour leur survie ainsi que les facteurs susceptibles d'affecter ces espèces et ces habitats;

(b) passe en revue les progrès accomplis et toute difficulté rencontrée dans l'application du présent Accord;

(c) adopte un budget et examine toute question relative aux dispositions financières du présent Accord;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

(d) traite de toute question relative au secrétariat de l'Accord et à la composition du comité technique;

(e) adopte un rapport qui sera transmis aux Parties à l'Accord ainsi qu'à la Conférence des Parties à la Convention;

(f) décide de la date et du lieu de la prochaine session.

9. A chacune de ses sessions, la Réunion des Parties peut:

(a) faire des recommandations aux Parties, lorsqu'elle le juge nécessaire et approprié;

(b) adopter des mesures spécifiques pour améliorer l'efficacité de l'Accord et, le cas échéant, des mesures d'urgence au sens de l'Article VII, paragraphe 4;

(c) examiner les propositions d'amendements à l'Accord et statuer sur ces propositions;

(d) amender le Plan d'action conformément aux dispositions de l'Article IV, paragraphe 3, du présent Accord;

(e) établir des organes subsidiaires, lorsqu'elle l'estime nécessaire, pour aider à la mise en oeuvre du présent Accord, notamment pour établir une coordination avec les organismes créés aux termes d'autres traités, conventions ou accords internationaux lorsqu'il existe des chevauchements géographiques et taxonomiques;

(f) décider de toute autre question relative à l'application du présent Accord.

ARTICLE VII

Comité technique

1. Le comité technique est composé de :

(a) neuf experts représentant différentes régions de la zone de l'Accord, selon une répartition géographique équilibrée;

(b) un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), du Bureau international de

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

recherches sur les oiseaux d'eau et les zones humides (BIROE) et un représentant du Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier (CIC);

(c) un expert dans chacun des domaines suivants : économie rurale, gestion du gibier, droit de l'environnement.
Les modalités de désignation des experts, la durée de leur mandat et les modalités de désignation du Président du comité technique sont déterminées par la Réunion des Parties. Le Président peut admettre au maximum quatre observateurs d'organisations internationales spécialisées, gouvernementales et non gouvernementales.

2. A moins que la réunion des Parties n'en décide autrement, les réunions du comité technique sont convoquées par le secrétariat de l'Accord; ces réunions sont tenues à l'occasion de chaque session de la réunion des Parties, et au moins une fois entre les sessions ordinaires de la Réunion des Parties.

3. Le comité technique :

(a) fournit des avis scientifiques et techniques et des informations à la Réunion des Parties et aux Parties, par l'intermédiaire du secrétariat de l'Accord;

(b) fait des recommandations à la Réunion des Parties concernant le Plan d'action, l'application de l'Accord et toute recherche ultérieure à entreprendre;

(c) prépare pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties un rapport d'activités qui sera soumis au secrétariat de l'Accord cent vingt jours au moins avant l'ouverture de ladite session, et dont copie sera transmise immédiatement aux Parties par le secrétariat de l'Accord;

(d) accomplit toute autre tâche qui lui sera confiée par la Réunion des Parties.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

4. Lorsque, de l'opinion du comité technique, une situation d'urgence se déclare, requérant l'adoption de mesures immédiates en vue d'éviter une détérioration de l'état de conservation d'une ou de plusieurs espèces d'oiseaux d'eau migrateurs, celui-ci peut demander au secrétariat de l'Accord de réunir d'urgence les Parties concernées. Les Parties en cause se réunissent dès que possible, en vue d'établir rapidement un mécanisme accordant des mesures de protection aux espèces identifiées comme soumises à une menace particulièrement sérieuse. Lorsqu'une recommandation a été adoptée à une réunion d'urgence, les Parties concernées s'informent mutuellement et informent le secrétariat de l'Accord des mesures qu'elles ont prises pour la mettre en oeuvre, ou des raisons qui ont empêché cette mise en oeuvre.

5. Le comité technique peut établir, autant que de besoin, des groupes de travail pour traiter de tâches particulières.

ARTICLE VIII

Secrétariat de l'Accord

Les fonctions du secrétariat de l'Accord sont les suivantes:

(a) assurer l'organisation et fournir les services nécessaires à la tenue des sessions de la Réunion des Parties ainsi que des réunions du comité technique;

(b) mettre en oeuvre les décisions qui lui sont adressées par la Réunion des Parties;

(c) promouvoir et coordonner, conformément aux décisions de la Réunion des Parties, les activités entreprises aux termes de l'Accord, y compris le Plan d'action;

(d) assurer la liaison avec les Etats de l'aire de répartition non Parties au présent Accord, faciliter la coordination entre les Parties et avec les organisations internationales et nationales dont les activités ont trait directement ou indirectement à la conservation, y compris la protection et la gestion, des oiseaux d'eau migrateurs;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

(e) rassembler et évaluer les informations qui permettront de mieux atteindre les objectifs et favoriseront la mise en oeuvre de l'Accord, et prendre toutes dispositions pour diffuser ces informations d'une manière appropriée;

(f) appeler l'attention de la Réunion des Parties sur toute question ayant trait aux objectifs du présent Accord;

(g) transmettre à chaque Partie, soixante jours au moins avant l'ouverture de chaque session ordinaire de la Réunion des Parties, copie des rapports des autorités auxquelles il est fait référence à l'Article V, paragraphe 1 (a), du présent Accord, celui du comité technique, ainsi que copie des rapports qu'il doit fournir en application du paragraphe (h) du présent Article;

(h) préparer chaque année et pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties des rapports sur les travaux du secrétariat et sur la mise en oeuvre de l'Accord;

(i) assurer la gestion du budget de l'Accord ainsi que celui de son fonds de conservation, au cas où ce dernier serait établi;

(j) fournir des informations destinées au public relatives à l'Accord et à ses objectifs;

(k) s'acquitter de toutes autres fonctions qui pourraient lui être attribuées aux termes de l'Accord ou par la Réunion des Parties.

ARTICLE IX

Relations avec des organismes internationaux traitant des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats

Le secrétariat de l'Accord consulte:

(a) de façon régulière, le Secrétariat de la Convention et, le cas échéant, les organes chargés des fonctions de secrétariat aux termes des accords conclus en application de l'Article IV, paragraphes 3 et 4, de la Convention qui ont trait aux oiseaux d'eau migrateurs, ainsi qu'aux termes de la Convention relative aux zones

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, 1971, de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, 1973, de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, 1968, de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, 1979, et de la Convention sur la diversité biologique, 1992, afin que la Réunion des Parties coopère avec les Parties à ces conventions sur toute question d'intérêt commun et notamment sur l'élaboration et l'application du Plan d'action;

(b) les secrétariats d'autres conventions et instruments internationaux pertinents sur des questions d'intérêt commun;

(c) les autres organisations compétentes dans le domaine de la conservation, y compris la protection et la gestion, des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats, ainsi que dans les domaines de la recherche, de l'éducation et de la sensibilisation.

ARTICLE X

Amendement de l'Accord

1. Le présent Accord peut être amendé à toute session, ordinaire ou extraordinaire, de la Réunion des Parties.

2. Toute Partie peut formuler des propositions d'amendement.

3. Le texte de toute proposition d'amendement accompagnée de son exposé des motifs est communiqué au secrétariat de l'Accord au moins cent cinquante jours avant l'ouverture de la session. Le secrétariat de l'Accord en adresse aussitôt copie aux Parties. Tout commentaire fait par les Parties sur le texte est communiqué au secrétariat de l'Accord au plus tard soixante jours

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

avant l'ouverture de la session. Aussitôt que possible après l'expiration de ce délai, le secrétariat communique aux Parties tous les commentaires reçus à ce jour.

4. *Un amendement* au présent Accord, autre qu'un amendement à ses annexes, est adopté à la majorité des deux-tiers des Parties présentes et votantes et entre en vigueur pour les Parties qui l'ont accepté le trentième jour après la date à laquelle deux-tiers des Parties à l'Accord à la date de l'adoption de l'amendement ont déposé leur instrument d'approbation de l'amendement auprès du dépositaire. Pour toute Partie qui dépose un instrument d'approbation après la date à laquelle deux-tiers des Parties ont déposé leur instrument d'approbation, cet amendement entrera en vigueur le trentième jour après la date à laquelle elle a déposé son instrument d'approbation.

5. Toute nouvelle annexe, ainsi que tout amendement à une annexe, sont adoptés à la majorité des deux-tiers des Parties présentes et votantes, et entrent en vigueur à l'égard de toutes les Parties le quatre vingt dixième jour après leur adoption par la Réunion des Parties, sauf pour les Parties qui auront fait une réserve conformément au paragraphe 6 du présent Article.

6. Au cours du délai de quatre vingt dix jours prévu au paragraphe 5 du présent Article, toute Partie peut, par notification écrite au dépositaire, faire une réserve à l'égard d'une nouvelle annexe ou d'un amendement à une annexe. Une telle réserve peut être retirée à tout moment par notification écrite au dépositaire; la nouvelle annexe ou l'amendement entrera alors en vigueur pour ladite Partie le trentième jour après la date du retrait de la réserve.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

ARTICLE XI

Incidences de l'Accord sur les conventions internationales et les législations

1. Les dispositions du présent Accord n'affectent nullement les droits et obligations des Parties découlant de tout traité, convention ou accord international existant.

2. Les dispositions du présent Accord n'affectent pas le droit des Parties de maintenir ou d'adopter des mesures plus strictes pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats.

ARTICLE XII

Règlement des différends

1. Tout différend survenant entre deux ou plusieurs Parties à propos de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent Accord fera l'objet de négociations entre les Parties concernées.

2. Si ce différend ne peut être résolu de la façon prévue au paragraphe 1 du présent Article, les Parties peuvent, d'un commun accord, soumettre le différend à l'arbitrage, notamment à celui de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye, et les Parties ayant soumis le différend seront liées par la décision arbitrale.

ARTICLE XIII

Signature, ratification, acceptation, approbation, adhésion

1. Le présent Accord est ouvert à la signature de tout Etat de l'aire de répartition, que des zones relevant de la juridiction de cet Etat fassent ou non partie de la zone de l'Accord, et aux organisations d'intégration économique

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

régionale dont un des membres au moins est un Etat de l'aire de répartition, soit par :

(a) signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

(b) signature avec réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Le présent Accord restera ouvert à la signature à La Haye jusqu'à la date de son entrée en vigueur.

3. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion de tout Etat de l'aire de répartition et des organisations d'intégration économique régionale mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus à partir de la date de son entrée en vigueur.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire du présent Accord.

ARTICLE XIV

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du troisième mois après que quatorze Etats de l'aire de répartition ou organisations d'intégration économique régionale, dont au moins sept d'Afrique et sept d'Eurasie, l'auront signé sans réserve de ratification, acceptation ou approbation, ou auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, conformément à l'Article XIII du présent Accord.

2. Pour tout Etat de l'aire de répartition ou toute organisation d'intégration économique régionale qui

(a) signera le présent Accord sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

(b) le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera, ou

(c) y adhèrera,

après la date à laquelle le nombre d'Etats de l'aire de répartition et d'organisations d'intégration économique régionale requis pour son entrée en vigueur l'ont signé sans réserve ou, le cas échéant, l'ont ratifié, accepté ou approuvé, le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la signature sans réserve ou le dépôt, par ledit Etat ou par ladite organisation, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ARTICLE XV
Réserves

Les dispositions du présent Accord ne peuvent faire l'objet de réserves générales. Toutefois, tout Etat ou toute organisation d'intégration économique régionale peut, en signant sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou, selon le cas, en déposant son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, faire une réserve spéciale à l'égard de toute espèce couverte par l'Accord ou de toute disposition particulière du Plan d'action. Une telle réserve peut être retirée par l'Etat ou l'organisation qui l'a formulée par notification écrite adressée au dépositaire; un tel Etat ou une telle organisation ne devient lié par les dispositions qui avaient fait l'objet de la réserve que trente jours après la date du retrait de ladite réserve.

ARTICLE XVI
Dénonciation

Toute Partie peut dénoncer à tout moment le présent Accord par notification écrite adressée au dépositaire. Cette dénonciation prendra effet douze mois après la date de la réception de ladite notification par le dépositaire.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

ARTICLE XVII

Dépositaire

1. Le texte original du présent Accord, en langues anglaise, arabe, française et russe, chacune de ces versions étant également authentique, sera déposé auprès du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas qui en est le dépositaire. Le dépositaire fait parvenir des copies certifiées conformes de chacune de ces versions à tous les Etats et à toutes les organisations d'intégration économique régionale mentionnés à l'Article XIII, paragraphe 1, du présent Accord, ainsi qu'au secrétariat de l'Accord après qu'il aura été constitué.

2. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, une copie certifiée conforme en est transmise par le dépositaire au Secrétariat de l'Organisation des nations unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations unies.

3. Le dépositaire informe tous les Etats et toutes les organisations d'intégration économique régionale signataires du présent Accord ou qui y ont adhéré, ainsi que le secrétariat de l'Accord de:

(a) toute signature;

(b) tout dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

(c) la date d'entrée en vigueur du présent Accord, de toute nouvelle annexe ainsi que de tout amendement à l'Accord ou à ses annexes;

(d) toute réserve à l'égard d'une nouvelle annexe ou d'un amendement à une annexe;

(e) toute notification de retrait de réserves;

(f) toute notification de dénonciation du présent Accord.

Le dépositaire transmet à tous les Etats et à toutes les organisations d'intégration économique régionale signataires du présent Accord ou qui y ont adhéré et au secrétariat de l'Accord le texte de toute réserve, de toute nouvelle annexe et de tout amendement à l'Accord et à ses annexes.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

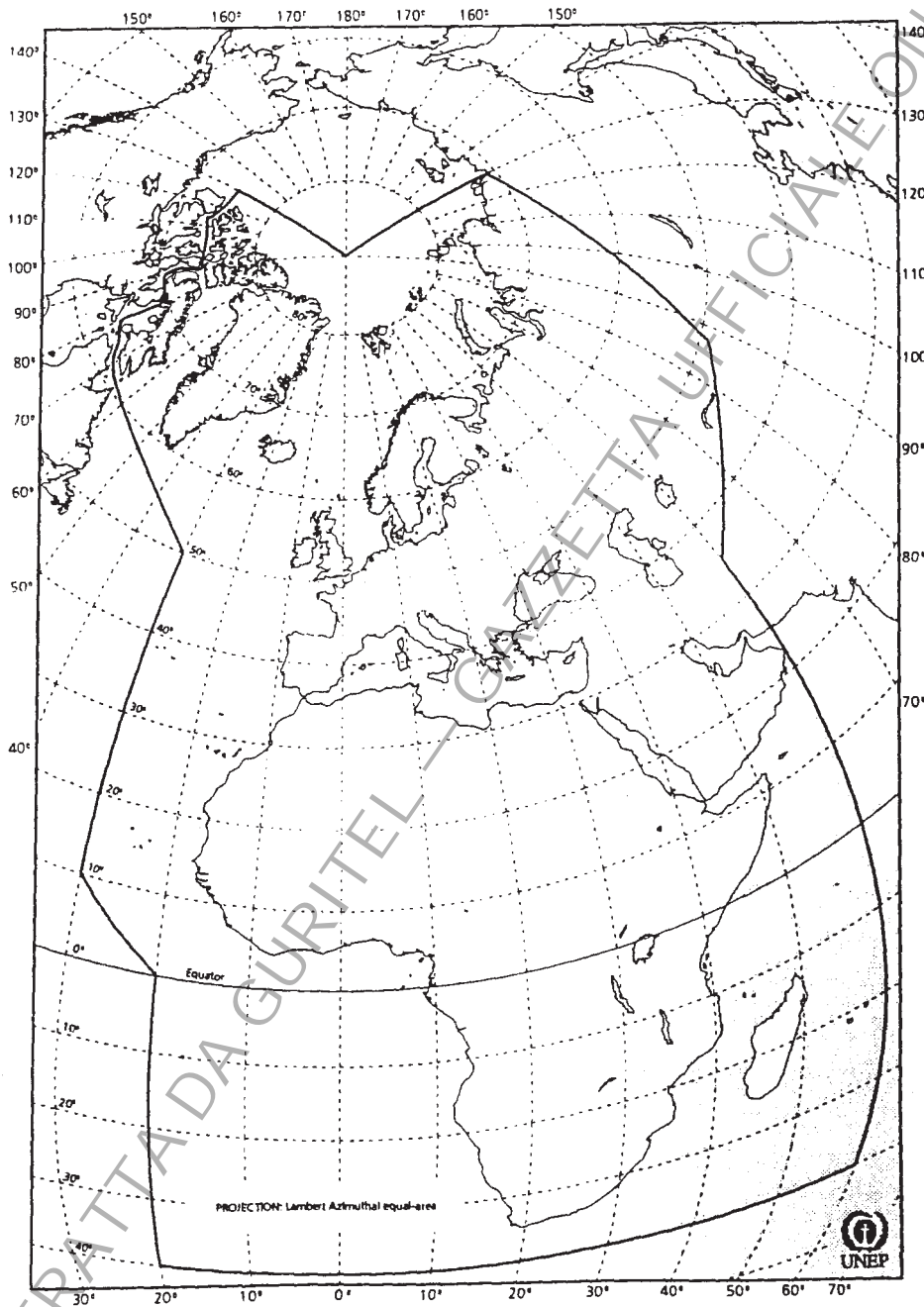
Annexe 1

Définition de la zone de l'Accord

Les limites de la zone de l'Accord sont ainsi définies: du Pôle nord vers le sud le long du 130ème degré de longitude ouest jusqu'au 75ème degré de latitude nord; de là, vers l'est et le sud-est à travers le Viscount Melville Sound, Prince Regent Inlet, le golfe de Boothia, le bassin de Foxe, le chenal de Foxe et le détroit d'Hudson jusqu'à un point situé dans l'Atlantique du nord-ouest dont les coordonnées sont 60 °de latitude nord et 60 ° de longitude ouest; de là, vers le sud-est à travers L'Atlantique du nord-ouest jusqu'à un point dont les coordonnées sont 50 ° de latitude nord et 30 ° de longitude ouest; de là, le long du 30ème degré de longitude ouest jusqu'au 10ème degré de latitude nord; de là, vers le sud-est jusqu'à l'intersection de l'équateur avec le 20ème degré de longitude ouest; de là, vers le sud le long du 20ème degré de longitude ouest jusqu'au 40ème degré de latitude sud; de là, vers l'est le long du 40ème degré de latitude sud jusqu'au 60ème degré de longitude est; de là, vers le nord le long du 60ème de longitude est jusqu'au 35ème degré de latitude nord; de là, vers le nord-est, en suivant un arc de grand cercle, jusqu'à un point situé dans l'Altaï occidental dont les coordonnées sont 49 ° de latitude nord et 87 ° 27' de longitude est; de là, en suivant un arc de grand cercle à travers la Sibérie centrale, jusqu'à la côte de l'Océan Arctique à 130 ° de longitude est; de là, le long du 130ème degré de longitude est jusqu'au Pôle nord. La carte ci-jointe donne une illustration de la zone de l'Accord.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Annex 1a: Aire couverte par l'Accord

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Annexe 2

ESPECES D'OISEAUX AUXQUELLES S'APPLIQUE LE PRESENT ACCORD

GAVIIDAE

Gavia stellata	Plongeon catmarin
Gavia arctica	Plongeon arctique
Gavia immer	Plongeon imbrin (Plongeon huard)
Gavia adamsii	Plongeon à bec blanc

PODICIPEDIDAE

Podiceps grisegena	Grèbe jougris
Podiceps auritus	Grèbe esclavon

PELECANIDAE

Pelecanus onocrotalus	Pélican blanc
Pelecanus crispus	Pélican frisé

PHALACROCORACIDAE

Phalacrocorax pygmaeus	Cormoran pygmée
Phalacrocorax nigrogularis	Cormoran de Socotra

ARDEIDAE

Egretta vinaceigula	Aigrette vineuse
Ardea purpurea	Héron pourpré
Casmerodius albus	Grande Aigrette
Ardeola idae	Crabier blanc
Ardeola rufiventris	Héron (Crabier) à ventre roux
Ixobrychus minutus	Blongios nain
Ixobrychus sturmii	Blongios de Sturm
Botaurus stellaris	Butor étoilé

CICONIIDAE

Mycteria ibis	Tantale ibis
Ciconia nigra	Cigogne noire
Ciconia episcopus	Cigogne épiscopale
Ciconia ciconia	Cigogne blanche

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

THRESKIORNITHIDAE

Plegadis falcinellus	Ibis falcinelle
Geronticus eremita	Ibis chauve
Threskiornis aethiopicus	Ibis sacré
Platalea leucorodia	Spatule blanche (eurasienne)
Platalea alba	Spatule d'Afrique

PHOENICOPTERIDAE

Phoenicopterus ruber	Flamant rose
Phoenicopterus minor	Petit flamant (Flamant nain)

ANATIDAE

Dendrocygna bicolor	Dendrocygne fauve
Dendrocygna viduata	Dendrocygne veuf
Thalassornis leuconotus	Canard à dos blanc (Dendrocygne à dos blanc)
Oxyura leucocephala	Erismature à tête blanche
Cygnus olor	Cygne tuberculé
Cygnus cygnus	Cygne chanteur
Cygnus columbianus	Cygne siffleur
Anser brachyrhynchus	Oie à bec court
Anser fabalis	Oie des moissons
Anser albifrons	Oie rieuse
Anser erythropus	Oie naine
Anser anser	Oie cendrée
Branta leucopsis	Bernache nonnette
Branta bernicla	Bernache cravant
Branta ruficollis	Bernache à cou roux
Alopochen aegyptiacus	Oie d'Egypte (Ouette d'Egypte)
Tadorna ferruginea	Tadorne casarca
Tadorna cana	Tadorne à tête grise
Tadorna tadorna	Tadorne de Belon
Plectropterus gambensis	Canard armé (Oie-armée de Gambie)
Sarkidiornis melanotos	Canard casqué (Canard à bosse)
Nettapus auritus	Sarcelle à oreillons (Anserelle naine)
Anas penelope	Canard siffleur
Anas strepera	Canard chipeau
Anas crecca	Sarcelle d'hiver
Anas capensis	Sarcelle du Cap (Canard du Cap)
Anas platyrhynchos	Canard colvert
Anas undulata	Canard à bec jaune
Anas acuta	Canard pilet
Anas erythrorhyncha	Canard à bec rouge
Anas hottentota	Sarcelle hottentote

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Anas querquedula	Sarcelle d'été
Anas clypeata	Canard souchet
Marmaronetta angustirostris	Sarcelle marbrée (Marmaronette marbrée)
Netta rufina	Nette rousse
Netta erythrophthalma	Nette brune
Aythya ferina	Fuligule milouin
Aythya nyroca	Fuligule nyroca
Aythya fuligula	Fuligule morillon
Aythya marila	Fuligule milouinan
Somateria mollissima	Eider à duvet
Somateria spectabilis	Eider à tête grise
Polysticta stelleri	Eider de Steller
Clangula hyemalis	Harelde de Miquelon (Harelde Kakawi)
Melanitta nigra	Macreuse noire
Melanitta fusca	Macreuse brune
Bucephala clangula	Garrot à oeil d'or
Mergellus albellus	Harle piette
Mergus serrator	Harle huppé
Mergus merganser	Harle bièvre (Grand Harle)
GRUIDAE	
Grus leucogeranus	Grue blanche (Grue de Sibérie)
Grus virgo	Grue demoiselle
Grus paradisea	Grue de paradis
Grus carunculatus	Grue caronculée
Grus grus	Grue cendrée
RALLIDAE	
Sarothrura boehmi	Râle de Böhm
Porzana parva	Marouette poussin
Porzana pusilla	Marouette de Baillon
Porzana porzana	Marouette ponctuée
Aenigmatolimnas marginalis	Marouette rayée
Fulica atra (Mer Noire/Méditerranée)	Foulque macroule
DROMADIDAE	
Dromas ardeola	Drome ardéole
RECURVIROSTRIDAE	
Himantopus himantopus	Echasse blanche
Recurvirostra avosetta	Avocette élégante

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

GLAREOLIDAE

Glareola pratincola	Glaréole à collier
Glareola nordmanni	Glaréole à ailes noires

CHARADRIIDAE

Pluvialis apricaria	Pluvier doré
Pluvialis squatarola	Pluvier argenté
Charadrius hiaticula	Grand gravelot (Pluvier grand-gravelot)
Charadrius dubius	Petit gravelot (Pluvier petit-gravelot)
Charadrius pecuarius	Gravelot (Pluvier) pâtre
Charadrius tricollaris	Pluvier à triple collier
Charadrius forbesi	Pluvier de Forbes
Charadrius pallidus	Pluvier élégant
Charadrius alexandrinus	Gravelot (Pluvier) à collier interrompu
Charadrius marginatus	Pluvier à front blanc
Charadrius mongolus	Gravelot (Pluvier) de Mongolie
Charadrius leschenaultii	Pluvier du désert (Pluvier de Leschenault)
Charadrius asiaticus	Pluvier asiatique
Eudromias morinellus	Pluvier guignard
Vanellus vanellus	Vanneau huppé
Vanellus spinosus	Vanneau à éperons
Vanellus albiceps	Vanneau à tête blanche
Vanellus senegallus	Vanneau du Sénégal
Vanellus lugubris	Vanneau demi-deuil (Vanneau terne)
Vanellus melanopterus	Vanneau à ailes noires
Vanellus coronatus	Vanneau couronné
Vanellus superciliosus	Vanneau caronculé (Vanneau à poitrine châtaine)
Vanellus gregarius	Vanneau sociable
Vanellus leucurus	Vanneau à queue blanche

SCOLOPACIDAE

Gallinago media	Bécassine double
Gallinago gallinago	Bécassine des marais
Lymnocryptes minimus	Bécassine sourde
Limosa limosa	Barge à queue noire
Limosa lapponica	Barge rousse
Numenius phaeopus	Courlis corlieu
Numenius tenuirostris	Courlis à bec grêle
Numenius arquata	Courlis cendré
Tringa erythropus	Chevalier arlequin
Tringa totanus	Chevalier gambette

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Tringa stagnatilis	Chevalier stagnatile
Tringa nebularia	Chevalier aboyeur
Tringa ochropus	Chevalier cul-blanc
Tringa glareola	Chevalier sylvain
Tringa cinerea	Bargette de Terek (Chevalier bargette)
Tringa hypoleucos	Chevalier guignette
Arenaria interpres	Tournepierre à collier
Calidris tenuirostris	Grand bécasseau maubèche (Bécasseau de l'Anadyr)
Calidris canutus	Bécasseau maubèche
Calidris alba	Bécasseau sanderling
Calidris minuta	Bécasseau minute
Calidris temminckii	Bécasseau de Temminck
Calidris maritima	Bécasseau violet
Calidris alpina	Bécasseau variable
Calidris ferruginea	Bécasseau falcinelle
Limicola falcinellus	Bécasseau cocorli
Philomachus pugnax	Chevalier combattant (Combattant varié)
Phalaropus lobatus	Phalarope à bec étroit
Phalaropus fulicaria	Phalarope à bec large

LARIDAE

Larus leucopthalmus	Goéland à iris blanc
Larus hemprichii	Goéland de Hemprich
Larus audouinii	Goéland d'Audouin
Larus armenicus	Goéland d'Arménie
Larus ichthyaetus	Goéland ichthyaète
Larus genei	Goéland railleur
Larus melanocephalus	Mouette mélanocéphale
Sterna nilotica	Sterne hansel
Sterna caspia	Sterne caspienne
Sterna maxima	Sterne royale
Sterna bengalensis	Sterne voyageuse
Sterna bergii	Sterne huppée
Sterna sandvicensis	Sterne caugek
Sterna dougallii	Sterne de Dougall
Sterna hirundo	Sterne pierregarin
Sterna paradisaea	Sterne arctique
Sterna albifrons	Sterne naine
Sterna saundersi	Sterne de Saunders
Sterna balaenarum	Sterne des baleiniers
Sterna repressa	Sterne à joues blanches
Chlidonias leucopterus	Guifette leucoptère
Chlidonias niger	Guifette noire

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Annexe 3
PLAN D'ACTION

1. Champ d'application

1.1 Le Plan d'action est applicable aux populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au tableau 1 de la présente annexe (ci-après appelé "le tableau 1").

1.2 Le tableau 1 constitue une partie intégrante de la présente annexe. Toute référence au Plan d'action constitue aussi une référence au tableau 1.

2. Conservation des espèces

2.1 Mesures juridiques

2.1.1 Les Parties ayant des populations figurant à la colonne A du tableau 1 du présent Plan d'action assurent la protection de ces populations conformément à l'Article III, paragraphe 2 (a), de l'Accord. En particulier, et sous réserve des dispositions du paragraphe 2.1.3. ci-dessous, ces Parties:

a) interdisent de prélever les oiseaux et les oeufs de ces populations se trouvant sur leur territoire;

b) interdisent les perturbations intentionnelles, dans la mesure où ces perturbations seraient significatives pour la conservation de la population concernée;

c) interdisent la détention, l'utilisation et le commerce des oiseaux de ces populations et de leurs oeufs lorsqu'ils ont été prélevés en contravention aux interdictions établies en application de l'alinéa a) ci-dessus ainsi que la détention, l'utilisation et le commerce de toute partie ou produit facilement identifiable de ces oiseaux et de leurs oeufs.

Par exception à ces règles, et exclusivement pour les populations appartenant aux catégories 2 et 3 de la colonne A et signalées par un astérisque, la chasse peut se poursuivre sur la base d'une utilisation durable, là où la chasse de ces populations est une pratique culturelle traditionnelle. Cette utilisation durable se pratiquera dans le cadre de dispositions spéciales d'un plan d'action par espèce, établi à un niveau international approprié.

2.1.2 Les Parties ayant des populations figurant au tableau 1 réglementent le prélèvement d'oiseaux et d'oeufs de toutes les populations inscrites à la colonne B du tableau 1. L'objet de cette réglementation est de maintenir ou de contribuer à la restauration de ces populations en un état de conservation favorable et de s'assurer, sur la base des meilleures connaissances disponibles sur la dynamique des populations, que tout prélèvement ou toute autre utilisation de ces oiseaux ou de ces oeufs est durable. Cette réglementation, en particulier, et sous réserve des dispositions du paragraphe 2.1.3 ci-dessous :

a) interdira le prélèvement des oiseaux appartenant aux populations concernées durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes et pendant leur retour vers les lieux de reproduction dans la mesure où ledit prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée;

b) réglementera les modes de prélèvements;

c) établira des limites de prélèvement, lorsque cela s'avère approprié, et instituera des contrôles adéquats afin de s'assurer que ces limites sont respectées;

d) interdira la détention, l'utilisation et le commerce des oiseaux des populations concernées et de leurs oeufs qui ont été prélevés en contradiction aux interdictions établies en application des dispositions de ce paragraphe ainsi que la détention, l'utilisation et le commerce de toute partie de ces oiseaux et de leurs oeufs.

2.1.3 Lorsqu'il n'y a pas d'autre solution satisfaisante, les Parties peuvent accorder des dérogations aux interdictions établies aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2. sans préjudice des dispositions de l'article III, paragraphe 5, de la Convention, pour les motifs ci-après:

a) pour prévenir les dommages importants aux cultures, aux eaux et aux pêcheries;

b) dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires;

c) à des fins de recherche et d'enseignement, de rétablissement, ainsi que pour l'élevage nécessaire à ces fins;

d) pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, de manière sélective et dans une mesure limitée, le prélèvement et la détention ou toute autre utilisation judicieuse de certains oiseaux en petites quantités.

e) dans le but d'améliorer la propagation ou la survie des populations concernées.

Ces dérogations seront précises quant à leur contenu et limitées dans

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

l'espace et dans le temps. Les Parties informent dès que possible le secrétariat de l'Accord de toute dérogation accordée en vertu de cette disposition.

2.2 **Plans d'action par espèce**

2.2.1 Les Parties coopèrent en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre des plans d'action internationaux par espèce, pour des populations figurant dans la catégorie 1 de la colonne A du tableau 1, en priorité, ainsi que pour les populations signalées par un astérisque dans la colonne A du tableau 1. Le secrétariat de l'Accord coordonne l'élaboration, l'harmonisation et la mise en oeuvre de ces plans.

2.2.2 Les Parties préparent et mettent en oeuvre des plans d'action nationaux par espèce pour améliorer l'état de conservation général des populations figurant dans la colonne A du tableau 1. De tels plans comprennent des dispositions spéciales portant sur les populations signalées par un astérisque. Lorsque cela est approprié, le problème de la mise à mort accidentelle d'oiseaux par des chasseurs suite à une identification incorrecte devrait être considéré.

2.3 **Mesures d'urgence**

Les Parties élaborent et appliquent des mesures d'urgence pour les populations figurant au tableau 1, lorsque des conditions exceptionnellement défavorables ou dangereuses se manifestent en quelque lieu que ce soit dans la zone de l'Accord, en coopération les unes avec les autres chaque fois que cela est possible et pertinent.

2.4 **Rétablissements**

Les Parties font preuve de la plus grande vigilance lorsque des populations figurant au tableau 1 sont rétablies dans des parties de leur aire de répartition traditionnelle d'où elles ont disparu. Les Parties s'efforcent d'élaborer et de suivre un plan de rétablissement détaillé basé sur des études scientifiques appropriées. Les plans de rétablissement devraient constituer une partie intégrante des plans d'action nationaux et, le cas échéant, des plans d'action internationaux par espèce. Un plan de rétablissement devrait comporter une étude de l'impact sur l'environnement; il fait l'objet d'une large diffusion. Les Parties informent le secrétariat de l'Accord, à l'avance, de tout programme de rétablissement pour des populations figurant au tableau 1.

2.5 **Introductions**

2.5.1 Les Parties interdisent, si elles le jugent nécessaire, l'introduction d'espèces animales et végétales non indigènes susceptibles de nuire aux populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au tableau 1.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.5.2 Les Parties, si elles le jugent nécessaire, s'assurent que des précautions appropriées sont prises pour éviter que s'échappent accidentellement des oiseaux captifs appartenant à des espèces non indigènes.

2.5.3 Dans la mesure du possible et lorsque cela s'avère approprié, les Parties prennent des mesures, y compris des mesures de prélèvement, pour faire en sorte que, lorsque des espèces non indigènes ou leurs hybrides ont déjà été introduites dans leur territoire, ces espèces, ou leurs hybrides, ne constituent pas un danger potentiel pour les populations figurant au tableau 1.

3. Conservation des habitats

3.1 Inventaires des habitats

3.1.1 Les Parties, en liaison, lorsque cela s'avère approprié, avec des organisations internationales compétentes, élaborent et publient des inventaires nationaux des habitats existant sur leur territoire qui sont importants pour les populations figurant au tableau 1.

3.1.2 Les Parties s'efforcent, en priorité, d'identifier tous les sites d'importance internationale ou nationale pour les populations figurant au tableau 1.

3.2 Conservation des espaces

3.2.1 Les Parties s'efforcent de poursuivre la création d'aires protégées afin de conserver des habitats importants pour les populations figurant au tableau 1 et d'élaborer et d'appliquer des plans de gestion pour ces aires.

3.2.2 Les Parties s'efforcent d'assurer une protection spéciale aux zones humides qui répondent aux critères d'importance internationale acceptés au niveau international.

3.2.3 Les Parties s'efforcent d'utiliser de manière rationnelle et durable toutes les zones humides de leur territoire. Elles s'efforcent en particulier d'éviter la dégradation et la perte d'habitats abritant des populations figurant au tableau 1, par l'adoption de réglementations, normes et mesures de contrôle appropriées. Elles s'efforcent notamment de:

a) faire en sorte que soient en place des mesures réglementaires adéquates, conformes à toute norme internationalement acceptée, portant sur l'utilisation des produits chimiques à usage agricole, des procédures de lutte contre les ravageurs et le rejet des eaux usées, et ayant pour objet de réduire au minimum les impacts défavorables de ces pratiques sur les populations figurant au tableau 1;

b) préparer et diffuser de la documentation dans les langues appropriées décrivant les réglementations, les normes et les mesures de contrôle correspondantes en vigueur et leurs avantages pour la population et la vie sauvage.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

3.2.4 Les Parties s'efforcent d'élaborer des stratégies fondées sur les écosystèmes pour la conservation des habitats de toutes les populations figurant au tableau 1, y compris les habitats des populations qui sont dispersées.

3.3 Réhabilitation et restauration

Chaque fois que cela est possible et approprié, les Parties s'efforcent de réhabiliter et de restaurer les zones qui étaient précédemment importantes pour les populations figurant au tableau 1.

4. Gestion des activités humaines

4.1 Chasse

4.1.1 Les Parties coopèrent pour faire en sorte que leur législation sur la chasse mette en oeuvre le principe de l'utilisation durable comme le prévoit le présent Plan d'action, en tenant compte de la totalité de l'aire de répartition géographique des populations d'oiseaux d'eau concernées et des caractéristiques de leur cycle biologique.

4.1.2 Le secrétariat de l'Accord est tenu informé par les Parties de leur législation sur la chasse des populations figurant au tableau 1.

4.1.3 Les Parties coopèrent afin de développer un système fiable et harmonisé pour la collecte de données sur les prélèvements afin d'évaluer le prélèvement annuel effectué sur les populations figurant au tableau 1. Elles fournissent au secrétariat de l'Accord des estimations sur la totalité des prélèvements annuels pour chaque population lorsque ces renseignements sont disponibles.

4.1.4 Les Parties s'efforcent de supprimer l'utilisation de la grenaille de plomb de chasse dans les zones humides pour l'an 2000.

4.1.5 Les Parties élaborent et appliquent des mesures pour réduire et, dans la mesure du possible, éliminer l'utilisation d'appâts empoisonnés.

4.1.6 Les Parties élaborent et appliquent des mesures pour réduire et, dans la mesure du possible, éliminer les prélèvements illégaux.

4.1.7 Lorsque cela est approprié, les Parties encouragent les chasseurs, aux niveaux local, national et international, à former leurs propres associations ou organisations, afin de coordonner leurs activités et mettre en oeuvre le concept d'utilisation durable.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

4.1.8 Les Parties encouragent, lorsque cela est approprié, l'institution d'un examen d'aptitude obligatoire pour les chasseurs, comprenant, entre autres, l'identification des oiseaux.

4.2 **Ecotourisme**

4.2.1 Sauf s'il s'agit de zones centrales d'aires protégées, les Parties encouragent, lorsque cela est approprié, l'élaboration de programmes de coopération entre tous les intéressés pour développer un écotourisme adapté et approprié dans les zones humides où sont concentrées des populations figurant au tableau 1.

4.2.2 Les Parties, en coopération avec les organisations internationales compétentes, s'efforcent d'évaluer les coûts, les avantages et les autres conséquences pouvant découler de l'écotourisme dans des zones humides comportant des concentrations de populations figurant au tableau 1 choisies à cet effet. Elles communiquent le résultat de toute évaluation ainsi entreprise au secrétariat de l'Accord.

4.3 **Autres activités humaines**

4.3.1 Les Parties évaluent l'impact des projets qui sont susceptibles de créer des conflits entre les populations figurant au tableau 1 qui se trouvent dans les aires mentionnées au paragraphe 3.2 ci-dessus et les intérêts humains, et font en sorte que les résultats de ces évaluations soient mis à la disposition du public.

4.3.2 Les Parties s'efforcent de réunir des informations sur les différents dommages causés, notamment aux cultures, par des populations figurant au tableau 1 et transmettent un rapport sur les résultats obtenus au secrétariat de l'Accord.

4.3.3 Les Parties coopèrent afin d'identifier les techniques appropriées pour réduire à un niveau minimal ou atténuer les effets des dommages causés, notamment aux cultures, par les populations figurant au tableau 1, en faisant appel à l'expérience acquise ailleurs dans le monde.

4.3.4 Les Parties coopèrent afin d'élaborer des plans d'action par espèce pour les populations qui causent des dommages significatifs, en particulier aux cultures. Le secrétariat de l'Accord coordonne l'élaboration et l'harmonisation de ces plans.

4.3.5 Les Parties, dans la mesure du possible, encouragent l'application de normes environnementales élevées dans la planification et la construction d'équipements en vue de réduire à un niveau minimal l'impact de ceux-ci sur les populations figurant au tableau 1. Elles devraient envisager les mesures à prendre pour réduire à un niveau minimal l'impact des équipements déjà existants lorsqu'il devient évident que ceux-ci ont un impact défavorable sur les populations concernées.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

4.3.6 Au cas où les perturbations humaines menacent l'état de conservation des populations d'oiseaux d'eau figurant au tableau 1, les Parties s'efforcent de prendre des mesures pour réduire la menace. Les mesures appropriées pourraient comporter, entre autres, à l'intérieur de zones protégées, la création de zones libres de toute perturbation et dont l'accès serait interdit au public.

5. **Recherche et surveillance continue**

5.1 Les Parties s'efforcent d'effectuer des enquêtes de terrain dans des zones peu connues dans lesquelles pourraient se trouver des concentrations importantes de populations figurant au tableau 1. Les résultats de ces enquêtes sont largement diffusés.

5.2 Les Parties s'efforcent d'effectuer régulièrement des suivis des populations figurant au tableau 1. Les résultats de ces suivis sont publiés ou adressés aux organisations internationales appropriées afin de permettre l'examen de l'état et des tendances des populations.

5.3 Les Parties coopèrent en vue d'améliorer l'évaluation des tendances des populations d'oiseaux en tant que critère indicatif de l'état de ces populations.

5.4 Les Parties coopèrent en vue de déterminer les itinéraires de migration de toutes les populations figurant au tableau 1, en utilisant les connaissances disponibles sur les répartitions de ces populations en périodes de reproduction et en dehors de ces périodes, ainsi que sur les résultats de dénombrements, et en participant à des programmes coordonnés de baguage.

5.5 Les Parties s'efforcent d'entreprendre et de soutenir des projets conjoints de recherche sur l'écologie et la dynamique des populations figurant au tableau 1 et sur leurs habitats, en vue de déterminer leurs besoins spécifiques, ainsi que les techniques les plus appropriées pour leur conservation et leur gestion.

5.6 Les Parties s'efforcent de réaliser des études sur les effets de la disparition et de la dégradation des zones humides ainsi que des perturbations sur la capacité d'accueil des zones humides utilisées par les populations figurant au tableau 1, ainsi que sur les habitudes (patrons) de migration de ces populations.

5.7 Les Parties s'efforcent de réaliser des études sur l'impact de la chasse et du commerce sur les populations figurant au tableau 1 et sur l'importance de ces formes d'utilisation pour l'économie locale et nationale.

5.8 Les Parties s'efforcent de coopérer avec les organisations internationales compétentes et d'accorder leur appui à des projets de recherche et de surveillance continue.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

6. **Education et information**

6.1 Les Parties, lorsque cela s'avère necessaire, mettent en place des programmes de formation pour faire en sorte que le personnel chargé de l'application du Plan d'action ait des connaissances suffisantes pour l'appliquer efficacement.

6.2 Les Parties coopèrent entre elles et avec le secrétariat de l'Accord afin d'élaborer des programmes de formation et d'échanger la documentation disponible.

6.3 Les Parties s'efforcent d'élaborer des programmes, des documents et des mécanismes d'information pour mieux faire prendre conscience au public en général des objectifs, des dispositions et du contenu du Plan d'action. A cet égard, une attention particulière doit être accordée aux personnes vivant à l'intérieur et autour des zones humides importantes, aux utilisateurs de ces zones (chasseurs, pêcheurs, touristes, etc.), aux autorités locales et aux autres décideurs.

6.4 Les Parties s'efforcent de lancer des campagnes spécifiques de sensibilisation du public pour la conservation des populations figurant au tableau 1.

7. **Mesures d'application**

7.1 Lorsqu'elles appliquent ce Plan d'action, les Parties donnent la priorité, lorsque cela est approprié, aux populations figurant à la colonne A du tableau 1.

7.2 Lorsque plusieurs populations de la même espèce figurant au tableau 1 se trouvent sur le territoire d'une Partie, cette Partie applique les mesures de conservation appropriées à la population ou aux populations qui ont l'état de conservation le moins favorable.

7.3 Le secrétariat de l'Accord, en coordination avec le comité technique et avec l'assistance d'experts d'Etats de l'aire de répartition, coordonne l'élaboration de lignes directrices de conservation, conformément à l'article IV (4) de l'Accord, pour aider les Parties dans l'application du Plan d'action. Le secrétariat de l'Accord fait en sorte, lorsque cela s'avère possible, d'assurer la cohérence de ces lignes directrices avec celles approuvées aux termes d'autres instruments internationaux. Les lignes directrices de conservation visent à introduire le principe d'utilisation durable. Elles portent, entre autres, sur:

a) les plans d'action par espèce ;
b) les mesures d'urgence ;
c) la préparation des inventaires de sites et des méthodes de gestion des habitats ;
d) les pratiques de chasse ;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

e) le commerce des oiseaux d'eau ;
f) le tourisme ;
g) les mesures de réduction des dommages aux récoltes ;
h) un protocole de surveillance des oiseaux d'eau.

7.4 En coordination avec le comité technique et les Parties, le secrétariat de l'Accord prépare une série d'études internationales nécessaires pour l'application de ce Plan d'action, notamment sur:

a) l'état des populations et leurs tendances ;
b) les lacunes dans les renseignements provenant d'enquêtes de terrain;
c) les réseaux de sites utilisés par chaque population, y compris l'examen du statut de protection de chaque site ainsi que les mesures de gestion prises dans chaque cas ;
d) les législations relatives aux espèces figurant dans l'annexe 2 du présent Accord, applicables à la chasse et au commerce dans chaque pays ;
e) le stade de préparation et de mise en oeuvre des plans d'action par espèce ;
f) les projets de rétablissement ;
g) l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes introduites et de leurs hybrides.

7.5 Le secrétariat de l'Accord fait son possible pour que les études mentionnées au paragraphe 7.4 ci-dessus soient mises en oeuvre à des intervalles ne dépassant pas trois ans.

7.6 Le comité technique évalue les lignes directrices et les études préparées aux termes des paragraphes 7.3 et 7.4 et prépare des projets de recommandations et de résolutions relatifs à leur élaboration, contenu et application qui seront soumis aux sessions de la Réunion des Parties.

7.7 Le secrétariat de l'Accord procède régulièrement à l'examen de mécanismes susceptibles de fournir des ressources additionnelles (crédits et assistance technique) pour la mise en oeuvre du Plan d'action, et soumet un rapport à ce sujet à la Réunion des Parties lors de chacune de ses sessions ordinaires.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Tableau 1

STATUT DES POPULATIONS D'OISEAUX D'EAU MIGRATEURS

CLE POUR LES TITRES DE COLONNES

La clé suivante du Tableau 1 est une base pour l'application du Plan d'action.

Colonne A

Catégorie 1 : (a) espèces qui sont citées dans l'Annexe 1 de la Convention ;
(b) espèces qui figurent parmi les espèces menacées dans la Liste Rouge de 1994 des Animaux Menacés de l'UICN (Groombridge 1993); ou
(c) populations comptant moins d'environ 10.000 individus.

Catégorie 2: populations comptant entre environ 10.000 et environ 25.000 individus.

Catégorie 3: populations comptant entre environ 25.000 et environ 100.000 individus et considérées comme menacées en raison d'une:

(a) concentration sur un petit nombre de sites à un stade quelconque de leur cycle annuel;
(b) dépendance à l'égard d'un type d'habitat qui est gravement menacé;
(c) manifestation d'un déclin significatif à long terme; ou
(d) manifestation de fluctuations extrêmes dans l'importance ou la tendance de leur population.

Pour les espèces inscrites dans les catégories 2 et 3 ci-dessus, voir le paragraphe 2.1.1. de la présente annexe.

Colonne B

Catégorie 1: Populations comptant entre environ 25.000 et environ 100.000 individus et qui ne remplissent pas les critères de la colonne A ci-dessus.

Catégorie 2: Populations comptant plus d'environ 100.000 individus et considérées comme nécessitant une attention spéciale en raison d'une:

(a) concentration sur un petit nombre de sites à un stade quelconque de leur cycle annuel;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

(b) dépendance à l'égard d'un type d'habitat qui est gravement menacé;
(c) manifestation d'un déclin significatif à long terme; ou
(d) manifestation de grandes fluctuations dans l'importance ou la tendance de leur population.

Colonne C

Catégorie 1: Populations comptant plus d'environ 100.000 individus, susceptibles de bénéficier, dans une large mesure, d'une coopération internationale et qui ne remplissent pas les critères des colonnes A ou B ci-dessus.

REVISION DU TABLEAU 1

Le présent tableau sera:

(a) passé en revue régulièrement par le comité technique conformément à l'Article VII, paragraphe 3 (b) du présent Accord; et

(b) amendé, si nécessaire, par la Réunion des Parties conformément à l'article VI, paragraphe 9 (d) du présent Accord à la lumière des conclusions de cet examen.

CLES POUR LES ABREVIATIONS ET SYMBOLES

rep: population reproductrice
hiv: population hivernante
N: Nord
E: Est
S: Sud
O: Ouest
NE: Nord Est
NO: Nord Ouest
SE: Sud Est
SO: Sud Ouest

[1]: Etat de conservation de population inconnu. Etat de conservation estimé.

*: voir paragraphe 2.1.1

NOTES

1. Les données relatives aux populations utilisées dans le Tableau 1

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

correspondent, dans la mesure du possible, au nombre d'individus de la population reproductrice potentielle, dans la zone de l'Accord. L'état de conservation est établi à partir des meilleures estimations de populations disponibles et publiées.

2. Les abréviations (rep) ou (hiv) utilisées dans le tableau permettent uniquement d'identifier les populations. Elles n'indiquent pas de restrictions saisonnières aux actions menées au regard de ces populations conformément à cet Accord et au Plan d'Action.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

	A	B	C
Mycteria ibis			
Toute la population		1	
Ciconia nigra			
Afrique O/Europe O	1c		
Europe centrale/E (rep)	2		
Ciconia episcopus			
Afrique tropicale (C. e. microscelis)		1	
Ciconia ciconia			
Afrique S (C. c. ciconia)	1c		
Afrique NO/Europe O (rep) (C. c. ciconia)	3b		
Europe centrale/E (rep) (C. c. ciconia)		2c	
Asie O (rep) (C. c. ciconia)	3b		
Plegadis falcinellus			
Afrique subsaharienne (P. f. falcinellus)			1[1]
Afrique O/Europe (P. f. falcinellus)		1	
Afrique E/Asie SO (P. f. falcinellus)	2 *		
Geronticus eremita			
Maroc	1a		
Asie SO	1a		
Threskiornis aethiopicus			
Afrique subsaharienne (T. a. aethiopicus)			1
Iraq/Iran (T. a. aethiopicus)	1c		
Platalea leucorodia			
Atlantique E (P. l. leucorodia)	1c		
Europe centrale/SE (rep) (P. l. leucorodia)	2		
Mer Rouge (P. l. archeri)	1c		
Asie SO/S (hiv) (P. l. major)	2		
Platalea alba			
Toute la population	2 *		
Dendrocygna bicolor			
Afrique			1
Dendrocygna viduata			
Afrique			1

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

	A	B	C
Thalassornis leuconotus			
Afrique E/S (T. l. leuconotus)	2 *		
Afrique O (T. l. leuconotus)	1c		
Oxyura leucocephala			
Méditerranée O	1a		
Mediterranée E/Asie O	1a		
Cygnus olor			
Europe NO		2d	
Mer Noire (hiv)	2		
Mer Caspienne (hiv)		2a & 2d	
Cygnus cygnus			
Islande (rep)	2		
Europe NO (hiv)		1	
Mer Noire (hiv)	2		
Asie O (hiv)	2[1]		
Cygnus columbianus			
Europe (hiv) (C. c. bewickii)	2		
Mer Caspienne (hiv) (C. c. bewickii)	1c		
Anser brachyrhynchus			
Islande (rep)		2a	
Svalbard (rep)		1	
Anser fabalis			
Taiga O (rep) (A. f. fabalis)		1	
Toundra O (rep) (A. f. rossicus)			1
Anser albifrons			
Europe NO (hiv) (A. a. albifrons)			1
Europe centrale(hiv) (A. a. albifrons)		2c	
Mer Noire (hiv) (A. a. albifrons)			1
Mer Caspienne (hiv) (A. a. albifrons)	2		
Groenland (rep) (A. a. flavirostris)	3a *		
Anser erythropus			
Mer Noire/Mer Caspienne (hiv)	1b		
Anser anser			
Islande (rep) (A. a. anser)		1	

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

	A	B	C
Europe N/Méditerranée O (A. a. anser)			1
Europe centrale/Afrique N (A. a. anser)	2 *		
Mer Noire (hiv) (A. a. anser)		1	
Sibérie O/Mer Caspienne (A. a. anser)		1	
Branta leucopsis			
Groenland (rep)		1	
Svalbard (rep)	2		
Russie (rep)			1
Branta bernicla			
Sibérie (rep) (B. b. bernicla)		2b	
Svalbard (rep) (B. b. hrota)	1c		
Irlande (hiv) (B. b. hrota)	2		
Branta ruficollis			
Toute la population	1b		
Alopochen aegyptiacus			
Toute la population			1'
Tadorna ferruginea			
Méditerranée O	1c		
Méditerranée E/Mer Noire	2		
Asie SO		1	
Tadorna cana			
Toute la population		1	
Tadorna tadorna			
Europe NO		2a	
Méditerranée O	2		
Mer Noire		1	
Mer Caspienne		1	
Plectropterus gambensis			
Afrique O (P. g. gambensis)			1
Afrique S (P. g. niger)		1	
Sarkidiornis melanotos			
Afrique (S. m. melanotos)			1'
Nettapus auritus			
Afrique O	1c		

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

	A	B	C
Afrique S/E			1[1]
Anas penelope			
Europe NO (hiv)			1
Mer Noire/Méditerranée (hiv)		2c	
Asie SO (hiv)		2c	
Anas strepera			
Europe NO (hiv) (A. s. strepera)		1	
Mer Noire/Méditerranée (hiv) (A. s. strepera)		1	
Asie SO (hiv) (A. s. strepera)			1
Anas crecca			
Europe NO (hiv) (A. c. crecca)			1
Mer Noire/Méditerranée (hiv) (A. c. crecca)			1
Asie SO (hiv) (A. c. crecca)		2c	
Anas capensis			
Toute la population			1[1]
Anas platyrhynchos			
Europe NO (hiv) (A. p. platyrhynchos)			1
Mer Noire/Méditerranée (hiv) (A. p. platyrhynchos)		2c	
Asie SO (hiv) (A. p. platyrhynchos)			1
Anas undulata			
Afrique S (A. u. undulata)		1	
Anas acuta			
Afrique O (hiv)			1
Europe NO (hiv)		1	
Mer Noire/Méditerranée (hiv)		2c	
Asie SO/Afrique E (hiv)			1
Anas erythrorhyncha			
Afrique S/E			1
Anas hottentota			
Afrique O	1c[1]		
Afrique S/E			1[1]
Anas querquedula			
Afrique O (hiv)			1
Afrique E/Asie (hiv)			1

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

	A	B	C
Anas clypeata			
Europe NO (hiv)		1	
Méditerranée O (hiv)		2a	
Mer Noire/Méditerranée (hiv)			1
Asie SO (hiv)			1
Marmaronetta angustirostris			
Méditerranée O	1b		
Méditerranée E	1b		
Asie SO	1b		
Netta rufina			
Europe centrale/SO	2 *		
Europe SE	3c		
Asie SO			1
Netta erythrophthalma			
Afrique S/E (N. e. brunnea)			1[1]
Aythya ferina			
Europe NO (hiv)		2c	
Mer Noire/Méditerranée (hiv)		2c	
Asie SO (hiv)		2c[1]	
Aythya nyroca			
Afrique (hiv)	1c		
Europe (hiv)	3c		
Asie SO	1c		
Aythya fuligula			
Europe NO (hiv)			1
Mer Noire/Méditerranée (hiv)			1
Asie SO (hiv)			1
Aythya marila			
Atlantique E (hiv) (A. m. marila)			1
Mer Noire/Mer Caspienne (hiv) (A. m. marila)		1	
Somateria mollissima			
Europe (S. m. mollissima)			1
Somateria spectabilis			
Europe NE			1

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

	A	B	C
Polysticta stelleri			
Europe NE (hiv)	2		
Clangula hyemalis			
Islande/Groenland (rep)		2c	
Europe NO (hiv)			1
Mer Caspienne (hiv)	1c		
Melanitta nigra			
Europe NO (hiv) (M. n. nigra)		2a	
Melanitta fusca			
Europe NO (hiv) (M. f. fusca)		2a	
Mer Noire/Mer Caspienne (hiv) (M. f. fusca)	1c		
Bucephala clangula			
Europe NO (hiv) (B. c. clangula)			1
Mer Noire/Méditerranée (hiv) (B. c. clangula)	2 *		
Mer Caspienne (hiv) (B. c. clangula)	2		
Mergellus albellus			
Europe NO (hiv)	3a		
Mer Noire/Méditerranée (hiv)		1	
Asie SO (hiv)		1	
Mergus serrator			
Europe NO (hiv) (M. s. serrator)			1
Mer Noire/Méditerranée (hiv) (M. s. serrator)		1	
Asie SO (hiv) (M. s. serrator)	1c		
Mergus merganser			
Europe NO (hiv) (M. m. merganser)			1
Mer Noire/Méditerranée (hiv) (M. m. merganser)	1c		
Asie SO (hiv) (M. m. merganser)	2		

COPIA TRATTA DA GU ... -LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Done at The Hague, this fifteenth day of August 1996

Fait à La Haye, le quinze août 1996

For the Republic of Austria,
Pour la République d'Autriche,

For the Republic of Azerbaijan,
Pour la République d'Azerbaidjan,

For the State of Bahrain,
Pour l'Etat de Bahrein,

For the Republic of Belarus,
Pour la République du Bélarus,

For the Kingdom of Belgium,
Pour le Royaume de Belgique,

Sous réserve de ratification
29.10.99 Ambassadeur de Belgique
le Gouvernement de la Région wallonne: Ambassadeur de Belgique
le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale: Ambassadeur de Belgique
le Gouvernement de la Région flamande: 29.10.99. Chargé de la Communauté flamande

For the Republic of Benin,
Pour la République du Benin,

26.10.99.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Republic of Bosnia-Hercegovina,
Pour la République de Bosnie-Herzégovine,

For the Republic of Botswana,
Pour la République du Botswana,

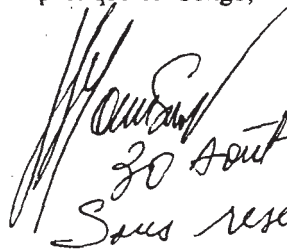
For the Republic of Bulgaria,
Pour la République de Bulgarie,
Subject to ratification
July 5th, 1999

For Burkina Faso,
Pour le Burkina Faso,

For the Republic of Burundi,
Pour la République du Burundi,

For the Republic of Cameroon,
Pour la République du Cameroun,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For Canada,
Pour le Canada,

For the Republic of Cape Verde,
Pour la République du Cap-Vert,

For the Central African Republic,
Pour la République Centrafricaine,

For the Republic of Chad,
Pour la République du Tchad,

For the Federal Islamic Republic of the Comoros,
Pour la République Fédérale Islamique des Comores,

For the Republic of Congo,
Pour la République du Congo,

30 Aout 1999
Sous reserve de ratification

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Republic of Côte d'Ivoire,
Pour la République de Côte d'Ivoire,

For the Republic of Croatia,
Pour la République de Croatie,

For the Republic of Cyprus,
Pour la République de Chypre,

For the Czech Republic,
Pour la République tchèque,

For the Kingdom of Denmark,
Pour le Royaume du Danemark,

subject of approval

29. october 1999.

For the Republic of Djibouti,
Pour la République de Djibouti,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Arab Republic of Egypt,
Pour la République arabe d'Egypte,

Subject to Ratification

20.8.1997

For the Republic of Equatorial Guinea,
Pour la République de Guinée Equatoriale,

For the State of Eritrea,
Pour l'Etat d'Erythrée,

For the Republic of Estonia,
Pour la République d'Estonie,

For Ethiopia,
Pour l'Ethiopie,

For the Republic of Finland,
Pour la République de Finlande,

Subject to acceptance

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the French Republic,
Pour la République française,

le 25 novembre 1998.

For the Republic of Gabon,
Pour la République gabonaise,

For the Republic of Gambia,
Pour la République de Gambie,

Subject to ratification.
12 March 1999

For the Republic of Georgia,
Pour la République de Géorgie,

For the Federal Republic of Germany,
Pour la République fédérale d'Allemagne,

For the Republic of Ghana,
Pour la République du Ghana,

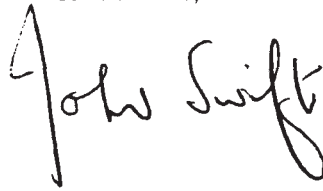
COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Republic of Guinea,
Pour la République de Guinée,

04.03.1999

For the Republic of Guinea-Bissau,
Pour la République de Guinée-Bissau,

For the Hellenic Republic,
Pour la République hellénique

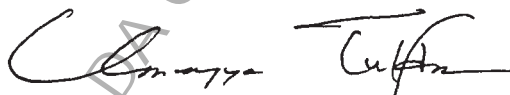
Subject to ratification

May. 24 1998

For the Republic of Hungary,
Pour la République de Hongrie,

For Iceland,
Pour l'Islande,

For the Republic of Iraq,
Pour la République d'Irak,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For Ireland,
Pour l'Irlande,

John Swift 27 August 1996.

For the Islamic Republic of Iran,
Pour la République Islamique d'Iran,

For the State of Israel,
Pour l'Etat d'Israël,

For the Italian Republic,
Pour la République italienne,

For the Hashemite Kingdom of Jordan,
Pour le Royaume Hachémite de Jordanie,

MARCH 12, 1997

For the Republic of Kazakstan,
Pour la République du Kazakhstan,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Republic of Kenya,
Pour la République du Kenya,

For the State of Kuwait,
Pour l'Etat du Koweit,

For the Republic of Latvia,
Pour la République de Lettonie,

For the Lebanese Republic,
Pour la République libanaise,

For the Kingdom of Lesotho,
Pour le Royaume du Lesotho,

For the Republic of Liberia,
Pour la République du Libéria,

Pour la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste,

For the Principality of Liechtenstein,
Pour la Principauté de Liechtenstein,

For the Republic of Lithuania,
Pour la République de Lituanie,

For the Grand Duchy of Luxemburg,
Pour le Grand-Duché de Luxembourg,

sous réserve de ratification

27 octobre 1957

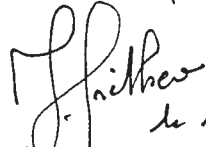
For the former Yugoslav Republic of Macedonia,
Pour l'Ancienne République Yougoslave de Macédonie,

For the Republic of Madagascar,
Pour la République de Madagascar,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Republic of Malawi,
Pour la République du Malawi,

For the Republic of Mali,
Pour la République du Mali,

(Sous réserve de ratification!)
N'Tji LAÏCO TRAORÉ
25 - Septembre 1997

For the Republic of Malta,
Pour la République de Malte,

For the Islamic Republic of Mauritania,
Pour la République Islamique de Mauritanie,

For the Republic of Mauritius,
Pour la République de Maurice,

For the Republic of Moldova,
Pour la République de Moldavie,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Principality of Monaco,

Pour la Principauté de Monaco,

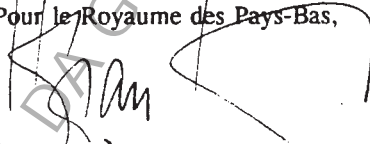
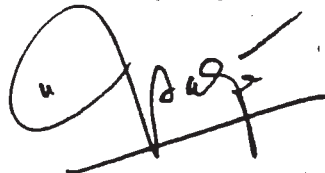
Avec réserve de ratification

le 10 Mars 1999.

For the Kingdom of Morocco,

Pour le Royaume du Maroc,

Sous Réserve de Ratification

le 19 Novembre 1997

A. BENOMAR

For the Republic of Mozambique,

Pour la République du Mozambique,

For the Republic of Namibia,

Pour la République de Namibie,

For the Kingdom of the Netherlands,

Pour le Royaume des Pays-Bas,

For the Republic of Niger,

Pour la République du Niger,

27 Avril 1999

Sous réserve d'approbation

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Federal Republic of Nigeria,
Pour la République fédérale du Nigéria,

For the Kingdom of Norway,
Pour le Royaume de Norvège,

For the Sultanate of Oman,
Pour le Sultanat d'Oman,

For the Republic of Poland,
Pour la République de Pologne,

For the Portuguese Republic,
Pour la République portugaise,

For the State of Qatar,
Pour l'Etat de Qatar,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For Romania,

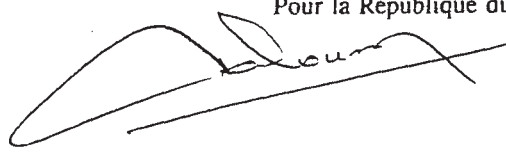
Pour la Roumanie,

7 August 1998

For the Russian Federation,

Pour la Fédération de Russie,

For the Republic of Rwanda,

Pour la République rwandaise,

For the Republic of San Marino,

Pour la République de Saint-Marin,

For the Democratic Republic of Sao Tomé and Principé,

Pour la République démocratique de Sao Tomé et Principe,

For the Kingdom of Saudi Arabia,

Pour le Royaume d'Arabie saoudite,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Republic of Senegal,
Pour la République du Sénégal,

27 AVRIL 1999 -

For the Republic of Seychelles,
Pour la République des Seychelles,

For the Republic of Sierra Leone,
Pour la République de Sierra Leone,

For the Slovak Republic,
Pour la République slovaque,

For the Republic of Slovenia,
Pour la République de Slovénie,

For the Somali Democratic Republic,
Pour la République démocratique de la Somalie,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Republic of South Africa,

Pour la République d'Afrique du Sud,

29 · 10 · 1999

For the Kingdom of Spain,

Pour la Royaume d'Espagne,

Sous réserve de ratification

20 - 2 - 98

For the Republic of Sudan,

Pour la République du Soudan,

31 · 12 · 96

For the Kingdom of Swaziland,

Pour le Royaume de Swaziland,

For the Kingdom of Sweden,

Pour le Royaume de Suède,

1998-10-05

For the Swiss confederation,

Pour la Confédération suisse,

15. 10. 96

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Syrian Arab Republic,
Pour la République Arabe Syrienne,

For the United Republic of Tanzania,
Pour la République Unie de Tanzanie,

MTKibwana
MOSES THOMAS KIBWANA 31st August, 1999
Subject to ratification.

For the Republic of Togo,
Pour la République togolaise,

Sous réserve de ratification
7 Février 1998
Elliott Latévi-Atcho LAWSON
Ambassadeur

For the Tunisian Republic,
Pour la République tunisienne,

For the Republic of Turkey,
Pour la République turque,

For Turkmenistan,
Pour le Turkménistan,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Republic of Uganda,
Pour la République d'Ouganda,

For Ukraine,
Pour Ukraine,

as fa!
subject to ratification.
16-10-1998

For the Republic of Uzbekistan,
Pour la République d'Ouzbékistan,

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

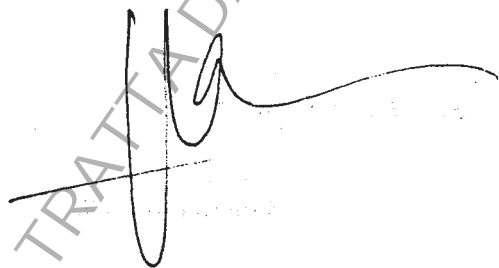
With reservation as to ratification

23 September 1996

For the Republic of Yemen,
Pour la République du Yémen,

For Yugoslavia,
Pour la Yougoslavie,

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

For the Republic of Zaïre,
Pour la République du Zaïre,

For the Republic of Zambia,
Pour la République de Zambie,

For the Republic of Zimbabwe,
Pour la République de Zimbabwe,

For the European Community,
Pour la Communauté européenne,
sous réserve d'approbation

1 september 1997

1/09/97

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

ACCORDO SULLA CONSERVAZIONE DEGLI UCCELLI ACQUATICI MIGRATORI DELL'Africa-EURASIA

LE PARTI CONTRAENTI ,

RICORDANDO che la Convenzione sulla conservazione delle specie migratorie appartenenti alla fauna selvatica, del 1979, incoraggia le misure di cooperazione internazionale in vista della conservazione delle specie migratorie ;

RICORDANDO inoltre che la prima sessione della Conferenza delle Parti alla Convenzione tenuta a Bonn nell'ottobre del 1985, ha incaricato il Segretariato della Convenzione di prendere misure appropriate per elaborare un Accordo sulle Anatidae del Paleartico occidentale;

CONSIDERANDO che gli uccelli acquatici migratori costituiscono una parte importante della diversità biologica mondiale e, che, conformemente all'intendimento della Convenzione sulla diversità biologica del 1992 e di Azione 21, dovrebbero essere conservate a vantaggio delle generazioni presenti e future;

CONSAPEVOLI dei vantaggi economici , sociali, culturali e ricreativi derivanti dai prelievi di alcune specie di uccelli acquatici migratori e dei valori ambientale, ecologico, genetico, scientifico, estetico, ricreativo, culturale, sociale ed economico degli uccelli acquatici migratori in generale ;

CONVINTE che qualsiasi prelievo di uccelli acquatici migratori deve essere effettuato conformemente al concetto dell'uso sostenibile , in considerazione dello stato di conservazione della specie in questione, sull'insieme della sua area di ripartizione, nonché delle sue caratteristiche biologiche;

CONSAPEVOLI della particolare vulnerabilità degli uccelli acquatici migratori, dovuta al fatto che la loro migrazione avviene su lunghe distanze e che essi sono tributari delle reti di zone umide la cui superficie diminuisce e si degrada a seguito di attività umane non conformi al principio dell'uso sostenibile , come lo sottolinea la Convenzione relativa alle zone umide d'importanza internazionali particolarmente in quanto habitat degli uccelli acquatici, del 1971;

RICONOSCENDO il bisogno di adottare immediatamente misure per porre fine al declino delle specie di uccelli acquatici migratori e dei loro habitat nello spazio geografico in cui si svolgono i sistemi di migrazione degli uccelli acquatici di Africa-Eurasia ;

CONVINTE che la conclusione di un Accordo multilaterale e la sua attuazione mediante misure coordinate e concertate contribuiranno in modo significativo ad una conservazione efficace degli uccelli acquatici migratori e dei loro habitat e avranno un effetto benefico su numerose altre specie di fauna e di flora;

RICONOSCENDO che ai fini di un'applicazione efficace del presente Accordo, occorrerà fornire un aiuto a taluni Stati dell'area di ripartizione per la ricerca, la formazione e la sorveglianza continua relativa alle specie migratrici di uccelli acquatici ed ai loro habitat , per la gestione di questi habitat e per la creazione o il miglioramento di istituzioni scientifiche e amministrative incaricate dell'attuazione dell'Accordo.

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE

Articolo I

Portata di applicazione, definizioni e interpretazione

1.Il settore geografico di applicazione geografica del presente Accordo è l zona in cui si svolgono i sistemi di migrazione degli uccelli acquatici dell'Africa -Eurasia , come definita all'Allegato 1 del presente Accordo, di seguito denominata " zona dell'Accordo ".

2. Ai fini del presente Accordo :

(a) <<Convenzione>> significa la Convenzione del 1979 sulla conservazione delle specie migratrici appartenenti alla fauna selvatica;

(b) <<Segretario della Convenzione >> significa l'organo istituito conformemente all'Articolo IX della Convenzione

© Per << Uccelli acquatici, s'intendono le specie di uccelli che dipendono ecologicamente da zone umide durante una parte almeno del loro ciclo annuale , che hanno un'area di ripartizione situata interamente o parzialmente nella zona dell'Accordo e che figurano all'Allegato 2 del presente Accordo;

(d) << Segretariato dell'Accordo >> significa l'organo istituito conformemente all'Articolo VI, paragrafo 7 (b) del presente Accordo;

(e) Parti significa, salvo diversa indicazione del contesto , le Parti al presente accordo;

(f) << Parti presenti e votanti >> significa le parti presenti che si sono espresse con un voto affermativo o negativo ; per determinare la maggioranza, non si tiene conto delle astensioni nel conteggio dei voti espressi,

Inoltre, le espressioni definite nei capoversi 1 (a) (k) dell'articolo I della Convenzione hanno il medesimo senso , *mutatis mutandis*, nel presente Accordo.

3. Il presente Accordo costituisce un Accordo ai sensi del paragrafo 3 dell'Articolo IV della Convenzione.

4. Gli allegati del presente Accordo ne sono parte integrante. Ogni riferimento all'Accordo costituisce altresì un riferimento ai suoi allegati.

Articolo II

Principi fondamentali

1.Le Parti prendono misure coordinate per mantenere o ristabilire le specie di uccelli acquatici migratori in favorevoli condizioni di conservazione tal fine esse adottano, nei limiti della loro giurisdizione nazionale le misure stabilite all'Articolo III, nonché i particolari provvedimenti previsti nel Piano di azione stabilito nell'Articolo IV del presente Accordo

2. Nell'applicare le misure del paragrafo 1 precedente le Parti dovrebbero tener conto del principio di precauzione .

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo III

Misure generali di conservazione

1. Le Parti prendono provvedimenti per conservare gli uccelli acquatici migratori attribuendo una particolare attenzione alle specie in pericolo nonché a quelli il cui stato di conservazione è sfavorevole.

2. A tal fine, le Parti :

(a) Concedono agli uccelli acquatici migratori in pericolo nella zona dell'Accordo, una protezione altrettanto rigorosa di quella prevista ai paragrafi 4 e 5 dell'Articolo III della Convenzione;

(b) si accertano che ogni utilizzazione di uccelli acquatici migratori sia fondata su di una valutazione effettuata sulla base delle miglior conoscenze disponibili sull'ecologia di questi uccelli, nonché sul principio dell'uso sostenibile di tali specie e dei sistemi ecologici di cui sono tributari;

(c) individuano i siti e gli habitat degli uccelli acquatici migratori situati sul loro territorio e favoriscono la protezione, la gestione, la riabilitazione ed il restauro di questi siti, in collegamento con le organizzazioni enumerate all'articolo IX, paragrafi (a) e (b) del presente Accordo, interessati dalla conservazione degli habitat;

(d) coordinano i loro sforzi per fare in modo che un'adeguata rete di habitat venga mantenuta o, se del caso, ristabilita sull'insieme dell'area di ripartizione di ciascuna specie di uccelli acquatici migratori interessata, in particolare nel caso in cui zone umide si estendano sul territorio di più di una Parte al presente Accordo.

(e) Studiano i problemi che sorgono che verosimilmente sorgeranno per via di attività umane e si adoperano al fine di elaborare misure correttive, ivi comprese le misure di restauro e di ripristino degli habitat, come pure misure di compensazione per la perdita di habitat.

(f) Cooperano nelle situazioni di emergenza che necessitano di un'azione internazionale e per individuare le specie di uccelli migratori che sono i più vulnerabili in queste situazioni concertata

(g) Vietano l'introduzione intenzionale nell'ambiente di specie non indigene di uccelli acquatici migratori e prendono tutti i provvedimenti necessari per prevenire la fuoruscita accidentale di tali specie se questa introduzione o fuoruscita nuoce allo statuto della conservazione della flora o della fauna selvatica ; se specie non indigene di uccelli acquatici migratori sono già state introdotte , le Parti prendono ogni provvedimento utile per impedire che tali specie divengano una potenziale minaccia per le specie indigene;

(h) Promulgano o sponsorizzano ricerche sulla biologia e l'ecologia degli uccelli acquatici , ivi compresa l'armonizzazione della ricerca e dei metodi di sorveglianza continua, nonché, se del caso, la messa in opera di programmi comuni o di programmi di cooperazione relativi alla ricerca e ad un monitoraggio continuo ,

(i) analizzano i loro bisogni in materia di formazione , in modo particolare per quel che riguarda le inchieste, il monitoraggio continuo, e l'inanellamento degli uccelli acquatici migratori, nonché la gestione delle zone umide , in vista d'individuare i soggetti prioritari ed i settori in cui la formazione è necessaria e collaborano all'elaborazione ed alla messa in opera di adeguati programmi di formazione;

(j) elaborano e perseguono programmi volti a suscitare una maggiore consapevolezza e comprensione dei programmi generali di conservazione degli uccelli acquatici migratori nonché dei particolari obiettivi e delle disposizioni del presente Accordo;

(k) scambiano informazioni, come pure i risultati dei programmi di ricerca, di monitoraggio continuo, di conservazione e di istruzione;

(l) cooperano al fine di assistersi reciprocamente per poter essere in grado di attuare l'Accordo, soprattutto per quanto concerne la ricerca ed il monitoraggio continuo

Articolo IV

Piano d'azione e Linee direttive di conservazione

1. L'allegato 3 del presente Accordo è costituito da un Piano d'azione. Questo Piano specifica le azioni che le Parti devono intraprendere riguardo a specie e questioni prioritarie, conformemente alle misure generali di conservazione previste all'Articolo III del presente Accordo , e alle seguenti voci:

(a) conservazione delle specie ;

(b) conservazione degli habitat

(c) © gestione delle attività umane;

(d) ricerca e monitoraggio continuo;

(e) educazione ed informazione,

(f) messa in opera.

2. Il Piano d'azione è esaminato ad ogni sessione ordinaria della Riunione delle Parti , in considerazione delle linee direttive di conservazione.

3. Ogni emendamento del Piano d'azione viene adottato dalla Riunione delle Parti , le quali tengono conto delle norme dell'Articolo III del presente Accordo.

4. Le linee direttive di conservazione sono sottoposte per adozione alla Riunione delle Parti nella sua prima sessione; esse sono esaminate regolarmente.

Articolo V

Applicazione e finanziamento

1. Ciascuna Parte:

(a) designa l'Autorità o le autorità incaricate dell'attuazione del presente Accordo, che, tra l'altro provvederanno ai seguiti di tutte le attività suscettibili di avere un impatto sullo stato di conservazione delle specie di uccelli acquatici migratori, riguardo alle quali esse sono uno Stato dell'area di ripartizione;

(b) designa un punto di contatto per le altre Parti; il nome e l'indirizzo di quest'ultimo sono comunicati senza indugio al segretariato dell'Accordo e immediatamente trasmessi dal segretariato alle altre Parti;

© predispone, per ciascuna sessione ordinaria della Riunione delle Parti , a decorrere dalla seconda sessione, un rapporto sulla sua applicazione dell'Accordo, con particolare riferimento alle misure di conservazione che essa ha adottato. La struttura di questo rapporto è stabilita dalla prima sessione della Riunione delle Parti e riveduta , ove necessario, in occasione di una ulteriore sessione della Riunione delle

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Parti. Ciascun rapporto è sottoposto al segretariato dell'Accordo al più tardi centoventi giorni prima dell'apertura della sessione ordinaria della Riunione delle Parti per la quale è stato predisposto, una copia ne viene immediatamente trasmessa alle altre Parti dal Segretariato dell'Accordo.

2. (a) Ciascuna Parte contribuisce al bilancio preventivo dell'Accordo conformemente alla tariffa dei contributi stabilita dall'Organizzazione delle Nazioni Unite. Nessuna Parte la quale è Stato dell'area di ripartizione può essere chiamata a fornire un contributo di oltre 25% del bilancio preventivo totale. Da nessuna organizzazione d'integrazione economica regionale può essere richiesto un contributo eccedente il 2,5% delle spese amministrative.

(b) Le decisioni relative al bilancio preventivo, compresa un'eventuale modifica della tariffa di contribuzione, sono adottate dalla Riunione delle Parti mediante consenso.

3. La Riunione delle Parti può creare un fondo di conservazione alimentato da contributi volontari delle Parti o mediante qualsiasi altra fonte, allo scopo di finanziare il monitoraggio continuo, la ricerca, la formazione nonché progetti concernenti la conservazione ivi compresa la protezione e la gestione degli uccelli acquatici migratori.

4. Le Parti sono invitate a fornire un appoggio in materia di formazione, come pure un sostegno tecnico e finanziario, alle altre Parti, su base multilaterale o bilaterale, al fine di aiutarle ad attuare le disposizioni del presente Accordo.

Articolo VI

Riunione delle Parti

1. La Riunione delle Parti costituisce l'organo decisionale del presente Accordo.

2. Il Depositario convoca, in consultazione con il Segretariato della Convenzione, una sessione della Riunione delle Parti non oltre un anno dopo la data in cui il presnte Accordo è entrato in vigore. Successivamente, il Segretariato dell'Accordo convoca, in consultazione con il Segretariato della Convenzione, sessioni ordinarie della Riunione delle Parti ad intervalli al massimo di tre anni, salvo se la Riunione decide diversamente. Per quanto possibile, queste sessioni dovranno svolgersi in occasione delle riunioni ordinarie della Conferenza delle Parti alla Convenzione.

3. Su richiesta scritta di almeno un terzo delle Parti, il segretariato dell'Accordo convoca una sessione straordinaria della Riunione delle Parti.

4. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, le sue istituzioni specializzate, l'Agenzia internazionale dell'energia atomica, qualsiasi Stato non parte al presente Accordo ed i segretariati delle convenzioni internazionali, interessate, fra l'altro, dalla conservazione, compresa la protezione e la gestione degli uccelli acquatici migratori, possono essere rappresentate da osservatori alle sessioni della Riunione delle Parti. Ogni organizzazione o istituzione tecnicamente qualificata nei settori sopra menzionati, o nella ricerca sugli uccelli acquatici migratori può altresì' essere rappresentata alle sessioni della Riunione delle Parti in qualità di osservatore, salvo se almeno un terzo delle Parti presenti vi si oppone.

5. Solo le Parti hanno diritto di voto. Ciascuna Parte dispone di un voto, ma le organizzazioni d'integrazione economica regionale Parti del presente Accordo esercitano nei settori di loro competenza, il loro diritto di voto con un numero di voti pari al numero dei loro Stati membri che sono Parti del presente Accordo.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Un'organizzazione d'integrazione economica regionale non esercita il suo diritto di voto fintanto che i suoi Stati esercitano il loro e reciprocamente.

6. Salvo se il presente Accordo dispone diversamente, le decisioni della Riunione delle Parti sono adottate mediante consenso oppure, se non è possibile ottenere un consenso, a maggioranza di due terzi delle Parti presenti e votanti.

7. Nella sua prima sessione la Riunione delle Parti:

(a) adotta il proprio regolamento interno mediante consenso;

(b) istituisce il segretariato dell'Accordo in seno al Segretariato della Convenzione in vista di adempiere alle funzioni enumerate all'Articolo VIII del presente Accordo ;

(c) instaura il comitato tecnico previsto all'Articolo VII del presente Accordo

(d) adotta un modello per la presentazione dei rapporti che saranno predisposti conformemente all'Articolo V, paragrafo 1 © del presente Accordo;

(e) adotta criteri per determinare le situazioni di emergenza che necessitano di rapide misure di conservazione e per determinare le modalità di ripartizione dei compiti per la realizzazione di queste misure.

8. In ciascuna delle sue sessioni ordinarie, la Riunione delle Parti:

(a) tiene conto delle modifiche reali e potenziali dello stato di conservazione degli uccelli acquatici migratori e degli habitat rilevanti per la loro sopravvivenza, nonché dei fattori suscettibili di avere incidenza su tali specie e habitat;

(b) passa in rassegna i progressi compiuti nonché qualsiasi difficoltà incontrata nell'applicazione del presente Accordo;

© approva un bilancio preventivo ed esamina ogni questione relativa alle disposizioni finanziarie del presente Accordo;

(d) tratta ogni questione relativa al segretariato dell'Accordo ed alla composizione del comitato tecnico ;

(e)adotta un rapporto che sarà trasmesso alle Parti all'Accordo nonché alla Conferenza delle Parti alla Convenzione;

(f) Decide la data ed il luogo della prossima sessione.

9. In ciascuna delle sue sessioni ordinarie, la Riunione delle Parti può:

(a) fare raccomandazioni alle Parti, qualora lo giudichi necessario ed appropriato;

(b) adottare misure specifiche per migliorare l'efficacia dell'Accordo e se del caso, misure di emergenza ai sensi dell'Articolo VII, paragrafo 4;

(c) emendare le proposte di emendamento all'Accordo e deliberare su tali proposte;

(d) emendare il Piano d'azione conformemente alle disposizioni dell'Articolo IV, paragrafo 3 del presente Accordo;

(e) istituire organi sussidiari , qualora lo ritenga necessario, per aiutare l'attuazione del presente Accordo, in modo particolare per stabilire un coordinamento con gli organismi istituiti secondo i termini di altri trattatati, convenzioni o accordi internazionali qualora vi siano accavallamenti geografici e tassonomici;

(f) decidere su ogni altra questione relativa all'applicazione del presente Accordo.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo VII

Comitato tecnico

1. Il comitato tecnico si compone di:

(a) nove esperti che rappresentano svariate regioni della zona dell'Accordo, secondo un'equilibrata ripartizione geografica;

(b) un rappresentante dell'Unione internazionale per la conservazione della natura e delle sue risorse (UICN), dell'Ufficio internazionale di ricerche sugli uccelli acquatici e le zone umide (BIROE) ed un rappresentante del Consiglio internazionale della caccia e della conservazione della selvaggina (CIC) ;

© un esperto in ciascuno dei seguenti settori: economia rurale, gestione della selvaggina , diritto dell'ambiente.

Le modalità per la designazione degli esperti, quelle relative alla durata del loro mandato e quelle per la designazione del Presidente del comitato tecnico sono determinate dalla Riunione delle Parti. Il Presidente può ammettere al massimo quattro osservatori di organizzazioni nazionali specializzate, governative e non governative.

2. Salvo se la riunione delle Parti decide diversamente, le riunioni del comitato tecnico sono convocate dal segretariato dell'Accordo; queste riunioni si tengono in occasione di ciascuna sessione della Riunione delle Parti ed almeno una volta fra le sessioni ordinarie della Riunione delle Parti.

IL comitato tecnico :

(a) Fornisce pareri scientifici e tecnici ed informazioni alla Riunione delle Parti ed alle Parti , tramite il segretariato dell'Accordo;

(b) fa raccomandazioni alla Riunione delle Parti per quanto riguarda il Piano da' azione, l'applicazione dell'Accordo e ogni ulteriore ricerca da intraprendere;

(c) predispone per ciascuna sessione ordinaria della Riunione delle Parti , un rapporto di attività che sarà sottoposto al Segretario dell'Accordo almeno centoventi giorni prima dell'apertura di detta sessione, e di cui un esemplare sarà immediatamente trasmesso alle Parti dal segretariato dell'Accordo;

(d) adempie ad ogni altro compito che gli sarà affidato dalla Riunione delle Parti

4. Quando, sulla base di quanto ritenuto dal Comitato tecnico, si manifesta una situazione di emergenza che richiede l'adozione di misure immediate in vista di evitare il deterioramento dello stato di conservazione di una o più specie di uccelli acquatici migratori, quest'ultimo Comitato può chiedere al Segretariato dell'Accordo di convocare con urgenza le Parti interessate. Le Parti in causa si riuniscono il prima possibile, in vista di stabilire al più presto un meccanismo che preveda misure di protezione per le specie individuate come essendo sottoposte ad un pericolo particolarmente rilevante. Quando una raccomandazione è stata adottata ad una riunione di emergenza, le Parti interessate s'informano reciprocamente e informano il segretariato dell'Accordo dei provvedimenti che hanno preso in vista della realizzazione di tale Raccomandazione , ovvero circa le ragioni che hanno impedito tale messa in opera.

5. Il comitato tecnico può istituire, ove necessario, gruppi di lavoro per trattare compiti particolari.

Articolo VIII

Segretariato dell'Accordo

Le funzioni del segretariato dell'Accordo sono le seguenti:

(a) assicurare l'organizzazione e fornire i servizi necessari allo svolgimento delle sessioni della Riunione delle Parti, nonché alle riunioni del comitato tecnico;

(b) mettere in opera le decisioni che le saranno inviate dalla Riunione delle Parti;

© promuovere e coordinare , conformemente alle decisioni della Riunione delle Parti , le attività intraprese ai sensi dell'Articolo, compreso il Piano d'azione;

(d) garantire il collegamento con gli Stati dell'area di ripartizione che non sono Parti del presente Accordo, facilitare il coordinamento fra le Parti e con le organizzazioni internazionali e nazionali le cui attività concernono direttamente o indirettamente la conservazione, ivi compresa la protezione e la gestione, degli uccelli acquatici migratori ;

(e) radunare e valutare le informazioni che permetteranno di meglio conseguire gli obiettivi e che favoriranno la realizzazione dell'Accordo, e adottare tutte le disposizioni per divulgare adeguatamente tali informazioni ;

(f) attirare l'attenzione della Riunione delle Parti su qualsiasi questione relativa agli obiettivi del presente Accordo;

(g) trasmettere a ciascuna Parte, almeno sessanta giorni prima dell'inizio di ciascuna sessione ordinaria della Riunione delle Parti, una copia dei rapporti delle autorità di cui all'Articolo V, paragrafo 1 (a) del presente Accordo, quello del comitato tecnico, nonché una copia dei rapporti da fornire in applicazione del paragrafo (h) del presente Articolo;

(h) predisporre ogni anno, e per ciascuna sessione ordinaria della Riunione delle Parti, dei rapporti sui lavori del segretariato e sull'attuazione dell'Accordo;

(i) provvedere alla gestione del bilancio preventivo dell'Accordo nonché a quella del suo fondo di conservazione, qualora quest'ultimo fosse istituito;

(j) fornire informazioni destinate al pubblico, relative all'Accordo ed ai suoi obiettivi;

(k) adempiere a tutte le altre funzioni che potrebbero essergli conferite ai sensi dell'Accordo, ovvero dalla Riunione delle Parti.

Articolo IX

Relazioni con organismi internazionali che trattano uccelli acquatici migratori ed i loro habitat

Il segretariato dell'Accordo consulta:

(a) regolarmente, il Segretariato della Convenzione e, se del caso, gli organi incaricati delle funzioni di segretariato, ai sensi degli accordi conclusi in applicazione dell'Articolo IV, paragrafi 3 e 4 della Convenzione attinenti agli uccelli acquatici migratori, nonché ai sensi della Convenzione del 1971 relativa alle zone umide

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

di rilevanza internazionale, in particolare in quanto habitat degli uccelli acquatici ; della Convenzione del 1973 sul commercio internazionale delle specie di fauna e di flora selvatiche minacciate di estinzione; della Convenzione africana del 1968 sulla conservazione della natura e delle risorse naturali; della Convenzione del 1979 relativa alla conservazione della vita selvatica e dell'ambiente naturale della Europa , e della Convenzione del 1992 sulla diversità biologica, affinché la Riunione delle Parti cooperi con le Parti a queste convenzioni su ogni questione d'interesse comune ed in modo particolare sull'elaborazione e l'applicazione del Piano d'azione;

(b) i segretariati di altre convenzioni e strumenti internazionali pertinenti in merito a questioni d'interesse comune;

© le altre organizzazioni competenti nel settore della conservazione, ivi compresa la protezione e la gestione, degli uccelli acquatici migratori e dei loro habitat, nonché nei settori della ricerca, dell'educazione e della sensibilizzazione.

Articolo X

Emendamento dell'Accordo

1. Il presente Accordo può essere emendato in qualsiasi sessione, ordinaria o straordinaria, della Riunione delle Parti.

2. Ciascuna Parte può formulare proposte di emendamento.

3. Il testo di qualsiasi proposta di emendamento accompagnata da un esposto dei motivi, è comunicato al segretariato dell'Accordo almeno centocinquanta giorni prima dell'inizio della sessione. Il segretariato dell'Accordo ne trasmette senza indugio una copia alle Parti. Ogni commento effettuato dalle Parti relativamente al testo é comunicato al segretariato dell'Accordo al più tardi sessanta giorni prima dell'inizio della sessione. Il prima possibile dopo la scadenza di questo termine, il segretariato comunica alle Parti tutti i commenti ricevuti fino ad oggi.

4. Un emendamento al presente Accordo, diverso da un emendamento ai suoi allegati, è adottato a maggioranza di due terzi delle Parti presenti e votanti ed entra in vigore per le Parti che lo hanno accettato, il trentesimo giorno successivo alla data in cui due terzi delle Parti dell'Accordo, alla data di adozione dell'emendamento, hanno depositato il loro strumento di approvazione dell'emendamento presso il depositario. Per ogni Parte che deposita uno strumento di approvazione dopo la data in cui due terzi delle Parti hanno depositato il loro strumento di approvazione, questo emendamento entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo la data in cui detta Parte ha depositato il suo strumento di approvazione.

5. Ogni nuovo allegato, nonché ogni emendamento ad un allegato, viene adottato a maggioranza di due terzi delle Parti presenti e votanti , ed entrerà in vigore riguardo a tutte le Parti il novantesimo giorno dopo la loro adozione ad opera della Riunione delle Parti, salvo per le Parti che avranno formulato una riserva conformemente al paragrafo 6 del presente Articolo.

6. Durante il periodo di novanta giorni previsto al paragrafo 5 del presente Articolo, ciascuna Parte può, per mezzo di una notifica scritta indirizzata al depositario, formulare una riserva nei confronti di un nuovo allegato o di un emendamento ad un allegato. Tale riserva può essere ritirata in qualsiasi momento per mezzo di una notifica scritta inviata al depositario: il nuovo allegato o

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

emendamento entrerà quindi in vigore per detta Parte il trentesimo giorno dopo la data di ritiro della riserva.

Articolo XI

Incidenze dell'Accordo sulle convenzioni internazionali e le legislazioni

1. Le disposizioni del presente Accordo non pregiudicano in alcun modo i diritti e gli obblighi delle Parti derivanti da qualsiasi trattato, convenzione o accordo internazionale esistente.

2. Le disposizioni del presente Accordo non inficiano il diritto delle Parti di mantenere o adottare misure più rigorose per la conservazione degli uccelli acquatici migratori e dei loro habitat.

Articolo XII

Soluzione delle controversie

1. Ogni controversia sorta fra due o più Parti riguardo all'interpretazione o all'applicazione delle disposizioni del presente Accordo, sarà oggetto di negoziazioni fra le Parti interessate

   1. Se questa controversia non può essere risolta nel modo previsto al paragrafo 1 del presente Articolo, le Parti possono, di comune accordo, sottoporre la controversia ad un arbitrato , in particolare a quello della Corte permanente di Arbitrato dell' Aja, le Parti che hanno sottoposto la controversia saranno vincolate dal lodo arbitrale.

Articolo XIII

Firma, ratifica, accettazione, approvazione, adesione

1. Il presente Accordo è aperto alla firma di qualsiasi Stato dell'area di ripartizione, a prescindere che tali zone facciano o meno parte della zona dell'Accordo ed alle organizzazioni d'integrazione economica regionale di cui almeno uno dei membri è Stato dell'area di ripartizione, sia mediante:

   (a) firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione;

   oppure

   (b) firma con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, seguita da ratifica, da accettazione o da approvazione.

2. Il presente Accordo rimarrà aperto alla firma all'Aja fino alla data della sua entrata in vigore.

3. Il presente Accordo è aperto all'adesione di ogni Stato dell'area di ripartizione e delle organizzazioni d'integrazione economica regionale menzionati al paragrafo 1 precedente a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

4. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione sono depositati presso il depositario del presente Accordo.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo XIV

Entrata in vigore

1. Il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese dopo che quattordici Stati dell'area di ripartizione, o organizzazioni d'integrazione economica generale, di cui almeno sette dell'Africa e sette dell' Eurasia lo avranno firmato senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione , o avranno depositato il loro strumento di ratifica, di accettazione, o di approvazione conformemente all'Articolo XIII del presente Accordo.

2. Per ogni Stato dell'area di ripartizione o ogni organizzazione d'integrazione economica regionale che

(a) firmerà il presente Accordo senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, oppure,

(b) lo ratificherà, lo accetterà o lo approverà , oppure

(c) vi aderirà,

successivamente alla data in cui il numero di Stati dell'area di ripartizione e delle organizzazioni d'integrazione economica regionale, richiesto per l'entrata in vigore l'hanno firmato senza riserva o, se del caso, lo hanno ratificato, accettato o approvato, il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo alla firma senza riserva o al deposito da parte di detto Stato o di detta organizzazione, del proprio strumento di ratifica, di accettazione di approvazione o di adesione.

Articolo XV

Riserve

Le disposizioni del presente Accordo non possono essere oggetto di riserve generali . Tuttavia, qualsiasi Stato o organizzazione d'integrazione economica regionale può, firmando senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione o, a seconda dei casi , depositando il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, formulare una particolare riserva riguardo ad ogni specie coperta dall'Accordo o ad ogni particolare disposizione del Piano d'azione. Questa riserva può essere ritirata dallo Stato o dall'organizzazione che l'ha formulata, per mezzo di una notifica scritta indirizzata al depositario; tale Stato o organizzazione diverrà vincolato dalle disposizioni che erano state oggetto di riserva non prima di trenta giorni dopo la data di ritiro di tale riserva.

Articolo XVI

Denuncia

Ciascuna Parte può, in qualsiasi momento, denunciare il presente Accordo per mezzo di una notifica scritta indirizzata al depositario. Tale denuncia avrà effetto dodici mesi dopo la data in cui il Depositario avrà ricevuto detta notifica.

Articolo XVII

Depositario

1. Il testo originale del presente Accordo, in lingua araba, francese, inglese e russa, ciascuna di queste versioni essendo ugualmente autentica, sarà depositato presso il Governo del Regno dei Paesi Bassi che ne è depositario. Il Depositario fa pervenire copie certificate conformi di ciascuna di queste versioni a tutti gli Stati ed a tutte le organizzazioni d'integrazione economica regionale menzionate all'Articolo XIII, paragrafo 1, del presente Accordo, nonché al segretariato dell'Accordo dopo che quest'ultimo sarà costituito.

2. A decorrere dal momento dell'entrata in vigore del presente Accordo, una copia certificata conforme viene trasmessa dal depositario al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ai fini della registrazione e della pubblicazione, conformemente all'Articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite

3. Il depositario informa tutti gli Stati e tutte le organizzazioni d'integrazione economica regionale firmatarie del presente Accordo, o che hanno aderito allo stesso, nonché il segretariato dell'Accordo :

(a) di ciascuna firma;

(b) di ogni deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;

(c) della data di entrata in vigore del presente Accordo, di ogni nuovo allegato nonché di qualsiasi emendamento all'Accordo o ai suoi allegati ,

(d) di ogni riserva riguardo ad un nuovo allegato o di un emendamento ad un allegato;

(e) di qualsiasi notifica di ritiro di riserve;

(f) di qualsiasi notifica di denuncia del presente Accordo.

Il Depositario trasmette a tutti gli Stati ed a tutte le organizzazioni d'integrazione economica regionale firmatarie del presente Accordo , o che vi hanno aderito , ed al segretariato dell'Accordo, il testo di ogni riserva, di ogni nuovo allegato e di ogni emendamento all'Accordo ed ai suoi allegati.

In fede di che, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Accordo.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Allegato 1

Definizione della zona dell'Accordo

I confini della zona dell'accordo sono cosi' definiti: dal Polo Nord verso sud lungo il 130° grado di longitudine ovest fino al 75° grado di latitudine Nord; da qui, verso est e sud-est attraverso l'insenatura Viscount Melville Sound, Prince Regent , il golfo di Boothia, il bacino di Foxe , il canale di Foxe e lo stretto di Hudson, fino ad un punto situato nell'Atlantico del Nord-Ovest le cui coordinate sono 60° di latitudine nord e 60° di longitudine ovest; da lì, verso sud-est attraverso l'Atlantico del Nord-Ovest fino ad un punto le cui coordinate sono 50° di latitudine Nord e 30° di longitudine Ovest; da qui, lungo il 30° grado di longitudine ovest fino al 1°° grado di latitudine nord; da qui verso sud-est fino all'intersezione dell'equatore con il 20° grado di longitudine ovest; da qui verso sud lungo il 20° grado di longitudine ovest fino al 40° grado di latitudine sud; da qui, verso est, lungo il 40° grado di latitudine sud fino al 60° grado di longitudine est; da qui, verso nord lungo il 60° di longitudine est, fino al 35° grado di latitudine nord; da qui, verso nord-est, seguendo un arco di grande circolo , fino ad un punto situato nell'Altaï occidentale le cui coordinate sono 49 di latitudine nord e 87°27' di longitudine est; da qui , seguendo un arco di grande circolo attraverso la Siberia centrale, fino alla costa dell'Oceano artico a 130° gradi di longitudine est; da lì, lungo il 130° grado di longitudine est fino al Polo Nord. La carta allegata fornisce un'illustrazione della zona dell'Accordo.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Allegato 2

SPECI DI UCCELLI CUI SI APPLICA IL PRESENTE ACCORDO

GAVIIDAE	
Gavia stellata	Colimbo catmarino
Gavia arctica	Colimbo artico
Gavia immer	Colimbro huard
Gavia adamsii	Colimbro a becco bianco
PODICIPEDIDAE	
Podiceps grisegena	Svasso collo rosso
Podiceps auritus	*Svasso maggiore*
PELECANIDAE	
Pelecanus onocrotalus	Pellicano bianco
Pelecanus crispus	Pellicano riccio
PHALACROCORACIDAE	
Phalacrocorax pygmaeus	Cormorano pigmeo
Phalacrocorax nigrogularis	Cormorano di Socotra
ARDEIDAE	
Egretta vinaceigula	Vinaceigula di egretta
Ardea purpurea	Heron viola
Casmerodius albus	Egret grande
Ardeola idae	Airone bianco
Ardeola rufiventris	Heron a ventre fulvo
Ixobrychus minutus	Tarabusino
Ixobrych sturmi	Blongios di Sturm
Botaurus stellaris	Tarabuso
CICONIDAE	
Mycteria ibis	Cicogna becco giallo
Ciconia nigra	Cicogna nera

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Ciconia episcopus	Cicogna collo lanoso
Ciconia ciconia	Cicogna bianca
THRESKIORNITHIDAE	
Plegadis falcinellus	Fenicottero rosa /Mignattaio
Geronticus eremita	eremita di Geronticus
Threskiornis aethiopicus	Ibis sacro
Platalea leucorodia	Spatola bianca (eurasiana)
Platalea alba	Spatola platalea
PHOENICOPTERIDAE	
Phoenicopterus ruber	Fenicottero rosa
Phoenicopterus minor	Fenicottero rosa nano
ANATIDAE	
Dendrocygna bicolor	Dendrocigna fulva
Dendrocyna viduata	Dendrocigna viduata
Thalassornis leuconotus	Dendrocigna a dorso bianco
Oxyura leucocephala	Gobbo rugginoso
Cygnus olor	Cigno reale
Cygnus cygnus	Cigno comune
Cygnus columbianus	Cigno fischione
Anser brachyrhyinchus	Oca a becco corto
Anser fabalis	Collo rosso di oca
Anser albifrons	Oca a fronte bianca
Anser erythropus	Oca nana
Anser anser	Oca selvatica
Branta leucopsis	Oca di Brent
Branta bernicla	Oca di Bernacla
Branta ruficollis	Bernacla a collo fulvo
Alopochen aegyptiacus	Oca egiziana
Tadorna ferruginea	Ferruginosa di Tadorna
Tadorna cana	Volpoca a capo grigio
Tadorna tadorna	Tadorna di Belon
Plectopterus gambensis	Oca dagli speroni (Gambia)

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Sarkidiornis melanotos	Anatra dalla testa rosa
Nettapus auritus	Oca pigmea
Anas penelope	Fischione europeo
Anas strepera	Anatra "chipeau""
Anas crecca	*Alzavola*
Anas crecca	marzaiola invernale
Anas capensis	Anatra del Capo
Anas platyrhynchos	Anatra colvert
Anas undulata	Anatra a becco giallo
Anas acuta	Anatra "pilet"
Anas erytrhorhyncha	*Anatra a becco rosso*
Anas hottentota	anatra hottentota
Anas querquedula	*marzaiola*
Anas clypeata	Anatra "souchet"
Marmaronetta angustirostris	Marmaronnetta
Netta Rufina	Netta fulva
Netta erytrophthalma	Netta bruna
Aythya ferina	Fuligula di aythya
Aythya nyroca	Fuligula nyroca
Aythya fuligula	Fuligula morillon
Aythya marila	Fuligula milouinan
Somateria mollissima	Eider a piumino
Somateria spectabilis	Eider a capo grigio
Polysticta stelleri	Eider di Steller
Clangula hyemalis	Harelde de Miquelon (Harelde Kakawi)
Melanitta nigra	Scoter nero (nigra di melanitta)
Melanitta fusca	Orco marino dagli occhiali
Bucephala clangula	Quattrocchi
Mergellus albellus	Pesciaiola "
Mergus serrator	Smergo minore
Mergus merganser	Smergo maggiore " "

GRUIDAE

Grus leucogeranus	Gru bianca della Siberia
Grus virgo	Gru damigella di Namibia

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Grus paradisea	Gru paradisea
Grus carunculatus	Gru Wattled
Grus grus	Gru comune
RALLIDAE	
Sarothrura bohemi	Rallus di Bohm
Porzana parva	Porzana maruetta
Porzana pusilla	Porzana parva di Baillon
Porzana porzana	Porzana maruetta
Aenigmatolimnas marginalis	Maruetta
Fulica atra (Mar Nero Mediterraneo)	Folaga
DROMADIDAE	
Dromas ardeola	Granchio di Plover
RECURVIRO STRIDAE	
Himantopus himantopus	Trampoliere bianco
Recurvirostra avosetta	Avocet elegante
GLAREOLIDAE	
Glareola pratincola	Pernice di mare
Glareola nordmanni	Glareola ad ali nere
CHARADRIIDAE	
Pluvialis apricaria	Piviere dorato
Pluvialis squatarola	*Plover nero gonfiato*
Charadrius hiaticula	Plover anellato comune
Charadrius dubius	Plover inanellato " "
Charadrius pecuarius	Plover del pastore "
Charadrius tricollaris	<Plover tre-legato "
Charadrius forbesi	Piviere di Forbes
Charadrius pallidus	Piviere elegante
Charadrius alexandrinus	Fratino
Charadrius marginatus	Piviere a fronte bianca
Charadrius mongolus	Piviere di Mongolia
Charadrius leschenaultii	Piviere del deserto (Piviere di Leschenault)

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Charadrius asiaticus	Piviere asiatico
Eudromias morinellus	Piviere "guignard"
Vanellus vanellus	Pavoncella a egretta
Vanellus spinosus	Pavoncella a speroni
" *Valnellus albiceps*	Pavoncella a testa bianca
Vanellus senegallus	Pavoncella del Senegal
Vanellus lugubris	Pavoncella scura
Vanellus melanopterus	Pavoncella ad ali nere
Vanellus coronatus	Pavoncella coronata
Vanellus superciliosus	Pavoncella Wattled
Vanellus gregarius	Pavoncella gregaria
Vanellus leucurus	Pavoncella a coda bianca
SCOLOPACIDAE	
Gallinago media	Croccolone
Gallinago gallinago	Beccaccino delle paludi
Lymnocryptes minimus	Beccaccino sordo
Limosa limosa	Beccaccia d'acqua
	a coda nera
	Beccaccia d'acqua fulv*a*
Numenius phaeopus	Chiurlo
Numenius tenuisostris	Chiurlo snello
Numenius arquata	Chiurlo eurasiano
Tringa erythropus	Red shank macchiato
Tringa Totanus	Totana
"	Cavaliere gambette"
	Cavaliere arlecchino
Tringa stagnatilii	Cavaliere stagnatile
Tringa nebularia	Cavaliere urlatore
Tringa ochropus	Cavaliere d'Italia
Tringa glareola	Sandpiper di legno
Tringa cinerea	*Cavaliere*
	Bergette di Terek
	Cavaliere Bargette
Tringa hypoleucos	Sand Piper comune "
Arenaria interpres	Voltapietre

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Calidris canutus	Beccaccino maubèche
Calidris alba	Beccaccino Sanderling
Calidris minuta	Becaccino minuto
Calidris temminckii	Beccaccino di Temminck
Calidris maritima	Beccaccino viola
Calidris alpina	Beccaccino variabile
Calidris ferruginea	Beccaccino falconiforme
Limicola falcinellus	Beccaccino cocorli
Philomachus pugnax	Cavaliere combattente
Phalaropus lobatus	Falaropo a becco stretto
	Falaropo a becco largo
LARIDAE	
Larus leucopthalmus	Gavina ad iris bianco
Larus hemprichii	Gavina di Hemprich
Larus audoinii	Gavina di Audoin
Larus armenicus	Gavina di Armenia
Larus ichtyaetus	Gavina ichtyaeta
Laur genei	Gavina urlatrice
Larus melanocephalus	Gabbiano melanocefalo
Sterna nilotica	Sterna hansel
Sterna caspia	Sterna del Mar Caspio
Sterna maxima	Sterna reale
Sterna bengalensis	Sterna viaggiatrice
Sterna bergii	Sterna con ciuffo
Sterna sandvicensis	Sterna caugek
Sterna dougallii	Sterna di Dougall
Sterna hirundo	Sterna pierregarin
Sterna paradisea	Sterna artica
Sterna albifrons	Sterna nana
Sterna saundersi	Sterna di Saunders
Sterna balaenarum	Sterna dei balenieri
Sterna repressa	Sterna a guance bianche
Chlidionas leucopterus	Gabbiano leucoptero
Chlidionas niger	Gabbiano nero.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Allegato 3

PIANO D'AZIONE

1. Sfera di applicazione

1.1 Il Piano d'azione è applicabile alle popolazioni di uccelli acquatici migratori figuranti alla tabella 1 del presente allegato (di seguito denominata "Tabella 1").

1.2 La Tabella 1 è parte integrante del presente allegato. Ogni riferimento al Piano d'azione costituisce anche un riferimento alla Tabella 1.

2. Conservazione delle specie

2.1 Misure giuridiche

2.1.1 Le Parti aventi popolazioni che figurano nella colonna A della tabella 1 del presente Piano d'Azione garantiscono la protezione di tali popolazioni conformemente all'Articolo III, paragrafo 2 (a) dell'Accordo. In particolare, fatte salve le disposizioni del paragrafo 2.1.3 di seguito, tali Parti :

a) vietano di prelevare gli uccelli e le uova di queste popolazioni che si trovano sul loro territorio;

b) vietano le perturbazioni intenzionali qualora tali perturbazioni fossero significative per la conservazione della popolazione interessata;

c) vietano la detenzione, l'uso ed il commercio degli uccelli di queste popolazioni nonché delle loro uova quando questi ultimi sono stati prelevati trasgredendo i divieti stabiliti in applicazione del capoverso a) precedente , nonché la detenzione , l'uso ed il commercio di qualsiasi parte o prodotto agevolmente identificabile di tali uccelli e delle loro uova.

Facendo eccezione a queste regole , ed esclusivamente per le popolazioni appartenenti alle categorie 2 e 3 della colonna A , segnalate da un asterisco , la caccia può proseguire in base ad un uso sostenibile , laddove la caccia di tali popolazioni é una prassi culturale tradizionale. Tale uso sostenibile sarà praticato nel quadro di disposizioni speciali di un piano d'azione per specie, stabilito ad un livello internazionale appropriato.

2.1.2 Le Parti che hanno popolazioni figuranti alla tabella 1 regolamentano il prelievo di uccelli e di uova di tutte le popolazioni iscritte nella colonna B della tabella 1. Questa regolamentazione intende mantenere, o contribuire al restauro di queste popolazioni in uno stato di conservazione favorevole e di accertarsi , sulla base delle migliori conoscenze disponibili sulla dinamica delle popolazioni, che ogni prelievo o altra utilizzazione di tali uccelli o uova sia duratura. In modo particolare, questa regolamentazione , fatte salve le disposizioni del paragrafo 2.1.3 in appresso:

a) vieterà il prelievo di uccelli che appartengono alle popolazioni interessate durante le varie fasi della riproduzione e dell'allevamento dei piccoli e durante il loro ritorno verso il luoghi di riproduzione nella misura in cui tale prelievo a un effetto sfavorevole sullo stato di conservazione della popolazione interessata;

b) regolamenterà le modalità di prelievo;

c) istituirà limiti per il prelievo, qualora ciò risulti appropriato,

ed effettuerà controlli adeguati al fine di accertarsi che tali limiti sono stati rispettati ;

d) vieterà la detenzione, l'uso ed il commercio degli uccelli delle popolazioni interessate e delle loro uova che sono state prelevate trasgredendo i divieti stabiliti in applicazione delle norme del presente paragrafo, nonché la detenzione, l'uso ed il commercio di qualsiasi parte di tali uccelli e delle loro uova;

2.1.3 Qualora non vi sia un'altra soluzione soddisfacente, le Parti possono concedere deroghe ai divieti stabiliti ai paragrafi 2.1.1 e 2.1.2, , fatte salve le disposizioni dell'art. III, paragrafo 5 della Convenzione, per i seguenti motivi

a) impedire danni importanti alle coltivazioni, alle acque ed alle pescherie;

b) nell'interesse della sicurezza aerea o di altri interessi pubblici prioritari

c) per fini di ricerca e d'insegnamento, di reintegrazione , nonché per l'allevamento richiesto per questi fini;

d) per consentire, in condizioni rigorosamente controllate, in modo selettivo ed in misura limitata, il prelievo e la detenzione o ogni altro uso giudizioso di taluni uccelli in piccole quantità .

e) allo scopo di migliorare la propagazione o la sopravvivenza delle popolazioni interessate .

Tali deroghe saranno precise per quanto riguarda il loro contenuto, e limitate nello spazio e nel tempo. Le Parti informano al più presto il segretariato dell'Accordo di ogni deroga concessa in forza di tale disposizione.

2.2 Piani d'azione per specie

2.2.1. Le Parti cooperano in vista di elaborare e di attuare piani d'azione internazionali per specie, , per le popolazioni figuranti nella categoria A della Tabella 1. Il segretariato dell'Accordo coordina l'elaborazione, l'armonizzazione e la realizzazione di questi piani

2.2.2 Le Parti predispongono ed attuano piani d'azione nazionali per specie al fine di migliorare lo stato di conservazione generale delle popolazioni che figurano nella colonna A della tabella 1. Tali piani includono norme speciali relative alle popolazioni indicate da un asterisco. Ove appropriato, si dovrà tener conto del problema dell'uccisione accidentale di uccelli da parte di cacciatori, per via di un'individuazione scorretta.

2.3 Misure di emergenza

Le Parti elaborano ed applicano misure di emergenza per le popolazioni che figurano nella tabella 1, allorché condizioni eccezionalmente sfavorevoli o pericolose si manifestano in un luogo qualsiasi nella zona dell'Accordo, cooperando fra di loro ogni qualvolta ciò sia possibile e pertinente.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.4 Reintegrazione

Le Parti esercitano la massima vigilanza quando popolazioni che figurano nella tabella 1 sono reintegrate in settori della loro tradizionale zona di ripartizione da cui erano scomparse. Le Parti si adoperano in vista di elaborare ed applicare un piano dettagliato di reintegrazione basato su studi scientifici appropriati. I piani di reintegrazione dovrebbero essere parte integrante dei piani d'azione nazionale e, se del caso dei piani d'azione internazionale per specie. Il piano di reintegrazione dovrebbe comportare uno studio dell'impatto sull'ambiente; esso è oggetto di un'ampia diffusione. Le Parti informano in anticipo il segretariato dell'Accordo su qualsiasi piano di reintegrazione per le popolazioni figuranti nella tabella 1.

2.5 Introduzioni

2.5.1 Le Parti vietano, se lo ritengono necessario, l'introduzione di specie animali e vegetali non indigene, suscettibili di nuocere alle popolazioni che figurano alla tabella 1.

2.5.2 Le Parti, se lo ritengono necessario, si accertano che siano prese precauzioni appropriate per evitare la fuga accidentale di uccelli in cattività appartenenti a specie non indigene.

2.5.3 Per quanto possibile e qualora ciò risulti appropriato, le Parti prendono misure, ivi comprese misure di prelievo, per fare in modo che, quando specie non indigene o loro ibridi sono già state introdotte nel loro territorio, tali specie, o loro ibridi, non costituiscano un potenziale pericolo per le popolazioni figuranti alla tabella 1.

3. Conservazione degli habitat

3.1.1 Le Parti, in collegamento, qualora ciò risulti appropriato, con organizzazioni internazionali competenti, elaborano e pubblicano inventari nazionali degli habitat esistenti sul loro territorio, importanti per le popolazioni che figurano alla tabella 1.

3.1.2 Le Parti si adoperano, a titolo prioritario, per individuare tutti i siti di rilevanza internazionale o nazionale per le popolazioni figuranti alla tabella 1.

3.2 Conservazione degli spazi

3.2.1 Le Parti fanno il possibile per perseguire la creazione di aree protette al fine di conservare habitat importanti per le popolazioni che figurano nella tabella 1 ed elaborare e applicare piani di gestione per queste aree.

3.2.2. Le Parti fanno il possibile per garantire una protezione speciale alle zone umide che sono conformi ai criteri di rilevanza nazionale accettati a livello internazionale

3.2.3 Le Parti fanno il possibile per utilizzare in modo razionale e duraturo tutte le zone umide del loro territorio. In particolare esse fanno in modo di evitare il degrado e la perdita di habitat che ospitano popolazioni figuranti alla tabella 1. In particolare, esse si sforzano di:

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

a) fare in modo che siano attuate misure regolamentari adeguate, conformi ad ogni norma accettata a livello internazionale, concernente l'utilizzazione di prodotti chimici per uso agricolo, e lo scarico delle acque reflue, e aventi come oggetto quello di ridurre al minimo gli impatti sfavorevoli di tali prassi per le popolazioni figuranti alla tabella 1;

b) predisporre e diffondere una documentazione nelle lingue appropriate, descrivente le regolamentazioni, le norme et le misure di controllo corrispondenti in vigore ed i loro vantaggi per la popolazione e la vita selvatica.

3.2.4 Le Parti fanno in modo di elaborare strategie fondate sugli ecosistemi per la conservazione degli habitat di tutte le popolazioni figuranti alla tabella 1, ivi compresi gli habitat delle popolazioni che sono disperse

3.3 Riabilitazione e restauro

Ogni qualvolta ciò sia possibile ed appropriato, le Parti si sforzano di riabilitare e restaurare le zone che precedentemente erano importanti per le popolazioni figuranti alla tabella 1.

4. Gestione delle attività umane

4.1 Caccia

4.1.1. Le Parti cooperano per fare in modo che la loro legislazione sulla caccia applichi il principio dell'uso sostenibile come lo prevede il presente Piano d'azione, in considerazione della totalità dell'area di ripartizione geografica delle popolazioni di uccelli acquatici interessati e delle caratteristiche del loro ciclo biologico.

4.1.2 Le Parti informano il segretariato dell'Accordo circa la loro legislazione sulla caccia delle popolazioni che figura alla tabella 1.

4.1.3 Le Parti cooperano al fine di syiluppare un sistema fattibile e armonizzato per la raccolta di dati sui prelievi, al fine di valutare il prelievo annuale fatto sulle popolazioni che figurano nella tabella 1. Esse forniscono al segretariato le stime relative alla totalità dei prelievi annuali per ciascuno popolazione, quando tali informazioni sono disponibili.

4.1.4 Le Parti fanno il possibile per eliminare l'uso della graniglia di piombo da caccia nelle zone umide per l'anno 2000.

4.1.5 Le Parti elaborano ed applicano misure per ridurre e, per quanto possibile, eliminare l'uso di esche avvelenate.

4.1.6 Le Parti elaborano ed applicano misure per ridurre, e, per quanto possibile, eliminare i prelievi illegali.

4.1.7 Ove appropriato, le Parti incoraggiano i cacciatori ai livelli locale, nazionale ed internazionale a formare le loro associazioni o organizzazioni, al fine di coordinare le loro attività ed attuare il concetto di uso sostenibile.

4.1.8 Le Parti incoraggiano, ove appropriato, l'istituzione di un esame di idoneità obbligatorio per i cacciatori comprendente, tra l'altro, l'identificazione degli uccelli.

4.. 2 Ecoturismo.

4.1.9 4.2.1. Salvo se si tratta di zone centrali di aree protette, le Parti incoraggiano, ove appropriato, l'elaborazione di programmi di cooperazione fra tutti gli interessati, per sviluppare un ecoturismo adattato ed appropriato nelle zone umide dove sono concentrate le popolazioni di cui alla tabella 1.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

4.2.2 Le Parti, in cooperazione con le organizzazioni internazionali competenti, fanno ogni sforzo per valutare i costi, i vantaggi e le altre conseguenze suscettibili di derivare dall'ecoturismo in zone umide comportanti concentrazioni di popolazioni figuranti nella tabella 1, scelte a tal fine. Esse comunicano al segretariato dell'Accordo il risultato di ogni valutazione in tal modo intrapresa.

4.3 Altre attività umane

4.3.1 Le Parti valutano l'impatto dei progetti suscettibili di creare conflitti fra le popolazioni figuranti alla tabella 1 che si trovano nelle aree menzionate al paragrafo 3.2. di cui sopra e gli interessi umani, e fanno in modo che i risultati di tali valutazioni siano messi a disposizione del pubblico.

4.3.2 Le Parti fanno il possibile per raccogliere informazioni sui vari danni causati, in particolare alle coltivazioni, da popolazioni figuranti alla tabella 1 e trasmettono un rapporto al segretariato dell'Accordo, relativo ai risultati ottenuti.

4.3.3. Le Parti cooperano al fine di individuare le tecniche appropriate per ridurre ad un livello minimo o attenuare gli effetti dei danni causati in modo particolare alle coltivazioni, dalle popolazioni figuranti alla tabella 1, facendo appello all'esperienza acquisita altrove nel mondo.

4.3.4 Le Parti cooperano al fine di elaborare piani d'azione per specie, destinati alle popolazioni che causano danni significativi, in particolare alle coltivazioni. Il segretariato dell'Accordo coordina l'elaborazione e l'armonizzazione di tali piani.

4.3.5 Le Parti, per quanto possibile, incoraggiano l'applicazione di norme ambientali ad alto livello per la pianificazione e la costruzione di attrezzature, in vista di ridurre ad un livello minimo l'impatto di queste ultime sulle popolazioni figuranti nella tabella 1. Esse dovrebbero prevedere le misure da adottare per ridurre ad un livello minimo l'impatto delle attrezzature già esistenti qualora divenga evidente che queste ultime hanno un impatto sfavorevole sulle popolazioni interessate.

4.3.6 Qualora perturbazioni umane minaccino lo stato di conservazione delle popolazioni di uccelli acquatici che figurano nella tabella 1, le Parti faranno ogni sforzo per prendere provvedimenti in vista di ridurre la minaccia. I provvedimenti appropriati potrebbero comportare, fra l'altro, all'interno di zone protette, la creazione di zone libere da ogni perturbazione, il cui accesso sarebbe vietato al pubblico

5. Ricerca e sorveglianza continua

5.1 Le Parti si adoperano per svolgere indagini sul campo in zone poco conosciute in cui potrebbero trovarsi concentrazioni importanti di popolazioni figuranti nella tabella 1. I risultati di tali indagini sono ampiamente diffusi.

5.2 Le Parti si adoperano per effettuare regolarmente visite di verifica alle popolazioni che figurano alla tabella 1. I risultati di queste verifiche sono pubblicati o indirizzati alle organizzazioni internazionali appropriate, al fine di consentire l'esame della situazione e delle tendenze delle popolazioni.

5.3 Le Parti cooperano al fine di migliorare la valutazione delle tendenze delle popolazioni di uccelli in quanto criterio indicativo dello stato di queste popolazioni.

5.4 Le Parti cooperano in vista di determinare gli itinerari di migrazione di tutte le popolazioni che figurano alla tabella 1, avvalendosi delle cognizioni disponibili sulle ripartizioni di queste popolazioni in periodi di riproduzione e all'infuori di questi periodi, nonché sui risultati dei censimenti e partecipando a programmi coordinati d'inanellamento.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

5.5 Le Parti fanno ogni sforzo per intraprendere e sostenere progetti congiunti di ricerca sull'ecologia e la dinamica delle popolazioni figuranti nella tabella 1 e sui loro habitat, in vista di determinare i loro bisogni specifici, nonché le tecniche maggiormente appropriate per la loro conservazione e gestione.

5.6 Le Parti si adoperano per effettuare studi sugli effetti della scomparsa e del degrado delle zone umide, nonché delle perturbazioni sulla capacità di accoglienza delle zone umide utilizzate dalle popolazioni che figurano nella tabella 1, come pure sulle abitudini di migrazione di queste popolazioni.

5.7 Le Parti fanno ogni sforzo per realizzare studi sull'impatto della caccia e del commercio sulle popolazioni figuranti nella tabella 1 e sulla rilevanza di queste forme di utilizzazione per l'economia locale e nazionale.

5.8 Le Parti si adoperano in vista di cooperare con le organizzazioni internazionali competenti e concedere loro un sostegno a progetti di ricerca e di sorveglianza continua

.

5. Istruzione e formazione

6.1 Le Parti, ove ciò risulti necessario, elaborano programmi di formazione per fare in modo che il personale incaricato dell'applicazione del Piano d'azione sia in possesso di cognizioni sufficienti per applicarlo efficacemente.

6.2 Le Parti cooperano tra di loro e con il segretariato dell'Accordo al fine di elaborare programmi di formazione e scambiare la documentazione disponibile.

6.3 Le Parti si adoperano per elaborare programmi, documenti e meccanismi d'informazione affinché il pubblico in generale abbia una maggiore consapevolezza degli obiettivi, delle disposizioni e del contenuto del Piano d'azione.

A tale riguardo , deve essere concessa un'attenzione particolare alle persone che vivono all'interno ed intorno alle zone umide rilevanti, agli utenti di tali zone (cacciatori, pescatori, turisti ecc.) alle autorità locali ed agli altri decisionisti

6.4 Le Parti si adoperano al fine di promulgare specifiche campagne per la sensibilizzazione del pubblico riguardo alla conservazione delle popolazioni che figurano nella tabella 1.

7 Misure di applicazione

7.1 Quando applicano questo Piano d'azione, le Parti danno priorità , ove appropriato, alle popolazioni che figurano nella colonna A della tabella 1.

7.2 Quando più popolazioni della stessa specie figuranti nella tabella 1 si trovano sul territorio di una Parte, detta Parte applica misure di conservazione appropriate alla popolazione o alle popolazioni il cui stato di conservazione è meno favorevole.

7.3 Il segretariato dell'Accordo, in coordinamento con il comitato tecnico e con l'assistenza di esperti degli Stati dell'area di ripartizione coordina l'elaborazione di direttive di conservazione, conformemente all'articolo IV (4) dell'Accordo, per aiutare le Parti nell'applicazione del Piano d'azione. Il segretariato dell'Accordo fa in modo, quando ciò è possibile, di garantire la coerenza di tali direttive con quelle approvate in base ai termini di altri strumenti internazionali. Le direttive di conservazione mirano ad introdurre il principio dell'utilizzazione sostenibile. Esse vertono, tra l'altro, su:

a) i piani d'azione per specie;

b) le misure di emergenza;

c) la preparazione degli inventari dei siti e dei metodi di gestione degli habitat;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

d) le prassi per la caccia;

e) il commercio degli uccelli acquatici ;

f) il turismo;

g) le misure per ridurre i i danni ai raccolti;

h) un protocollo di sorveglianza degli uccelli acquatici.

7.4 In coordinamento con il comitato tecnico e le Parti, il segretariato dell'Accordo predispone una serie di studi internazionali necessari per l'applicazione di tale Piano d'azione , in particolare per quanto riguarda:

a) lo stato delle popolazioni e le loro tendenze ;

b) le lacune nelle informazioni provenienti da indagini sul campo;

c) le reti di siti utilizzati da ciascuna popolazione , ivi compreso l'esame dello statuto di protezione per ciascun sito, nonché le misure di gestione adottate in ciascun caso;

d) le legislazioni relative alle specie figuranti nell'allegato 2 del presente Accordo applicabili alla caccia ed al commercio in ciascun paese;

e) la fase di preparazione e la messa in opera dei piani d'azione per specie;

f) i progetti di reintegrazione;

g) lo stato delle specie di uccelli acquatici non indigeni introdotti e dei loro ibridi.

7.5 Il segretariato dell'Accordo fa il possibile affinché gli studi menzionati al paragrafo 7.4 di cui sopra siano realizzati ad intervalli non superiori a tre anni.

7.6 Il comitato tecnico valuta le direttive e gli studi predisposti nei termini dei paragrafi 7.3 e 7.4 e predispone dei progetti di raccomandazioni e di risoluzioni relativi alla loro elaborazione, contenuto e applicazione, che saranno sottoposti alle sessioni della Riunione delle Parti.

7.7. Il segretariato dell'Accordo procede regolarmente all'esame dei meccanismi suscettibili di fornire risorse addizionali (crediti ed assistenza tecnica) per la realizzazione del Piano d'azione , e sottopone a tale riguardo un rapporto alla Riunione delle Parti durante ogni sua sessione ordinaria.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Tabella 1

Statuto delle popolazioni

di uccelli acquatici migratori

CHIAVE PER I TITOLI DELLE COLONNE

La seguente chiave della Tabella 1 è una base per l'applicazione del Piano d'azione.

Colonna A

Categoria 1 (a) specie citate nell'allegato 1 della Convenzione;

(b) specie figuranti fra le specie minacciate nella Lista Rossa del 1994 degli Animali minacciati dell'UICN (Groombridge 1993), oppure

(c) popolazioni con meno di 10.000 individui

Categoria 2 popolazioni comprese fra circa 10.000 e circa 25.000 individui

Categoria 3 popolazioni comprese fra circa 25.000 e 100.000 individui, considerate minacciate in ragione di:

(a) una concentrazione su un numero ridotto di siti ad uno stadio qualsiasi del loro ciclo annuale;

(b) una dipendenza nei confronti di un tipo di habitat gravemente minacciato;

(c) la manifestazione di un declino significativo a lungo termine ; oppure

(d) la manifestazione di fluttuazioni estreme nell'importanza o nella tendenza della loro popolazione .

Per le specie iscritte nelle categorie 2 e 3 di cui sopra, vedere il paragrafo 2.1.1. del presente allegato .

Colonna B

Categoria 1: popolazioni comprese fra circa 25.000 e 100.000 individui e che non soddisfano i criteri della colonna A precedente.

Categoria 2: popolazioni che hanno oltre 100.000 individui e che sono considerate come necessitanti una particolare attenzione in ragione di :

(a) una concentrazione su un ridotto numero di siti in una fase qualsiasi del loro ciclo annuale;

(b) una dipendenza nei confronti di un tipo di habitat gravemente minacciato

(c) la manifestazione di un declino significativo a lungo termine; oppure

(d) la manifestazione di grandi fluttuazioni nell'importanza o la tendenza della loro popolazione.

Colonna C

Categoria 1: popolazioni che hanno più di 100.000 individui , suscettibili di beneficiare in ampia misura di una cooperazione internazionale e che non soddisfano i criteri delle colonne A o B precedenti.

REVISIONE DELLA TABELLA 1

La presente tabella sarà:

(a) passata in rassegna regolarmente dal comitato tecnico conformemente all'Articolo VII, paragrafo 3 (b) del presente Accordo; e

(b) emendata , ove necessario, dalla Riunione delle Parti, conformemente all'articolo VI, paragrafo 9 (d) del presente Accordo alla luce delle conclusioni di questo esame.

CHIAVI PER LE ABBREVIAZIONI E SIMBOLI

Rip.: popolazione riproduttrice

Inverno: popolazione svernante

N: Nord

E: Est

S: Sud

O: Ovest

Ne: Nord Est

No: Nord Ovest

SE: Sud Est

SO: Sud Ovest

1- Stato di conservazione della popolazione sconosciuto . Stato di conservazione stimato.

*: Vedere paragrafo 2.1.1

NOTE:

1. I dati relativi alle popolazioni utilizzati nella Tabella 1 corrispondono, per quanto possibile, al numero di individui della potenziale popolazione riproduttrice nella zona dell'Accordo. Lo stato di conservazione è stabilito sulla base delle migliori stime di popolazioni disponibili e pubblicate.

2. Le abbreviazioni (rip) o (inverno) utilizzate nella tabella permettono unicamente di individuare le popolazioni. Esse non indicano limitazioni stagionali per le azioni svolte nei confronti di queste popolazioni conformemente al presente Accordo ed al Piano d'azione.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 3177):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (Frattini) e dal Ministro dell'ambiente e territorio (Matteoli) il 27 ottobre 2004.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 24 novembre 2004 con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 7ª, 9ª, e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 5 ottobre 2005 ed il 23 novembre 2005.

Relazione scritta annunciata il 30 novembre 2005 (atto n. 3177/*A* - relatore sen. Pellicini).

Esaminato in aula e approvato il 14 dicembre 2005.

Camera dei deputati (atto n. 6224):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 21 dicembre 2005 con pareri delle commissioni I, V, VIII, X, XIII e parlamentare per le questioni regionali.

Esaminato dalla III commissione il 17 e 19 gennaio 2006.

Esaminato in aula il 23 gennaio 2006 ed approvato il 24 gennaio 2006.

06G0076

AUGUSTA IANNINI, *direttore* Francesco Nocita, *redattore*

(G602013/1) Roma, 2006 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2006 (salvo conguaglio) (*)

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

			CANONE DI ABBONAMENTO
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
	(di cui spese di spedizione € 219,04)	- annuale	€ **400,00**
	(di cui spese di spedizione € 109,52)	- semestrale	€ **220,00**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
	(di cui spese di spedizione € 108,57)	- annuale	€ **285,00**
	(di cui spese di spedizione € 54,28)	- semestrale	€ **155,00**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:		
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€ **68,00**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€ **43,00**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:		
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€ **168,00**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€ **91,00**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:		
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€ **65,00**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€ **40,00**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€ **167,00**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€ **90,00**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 344,93)	- annuale	€ **780,00**
	(di cui spese di spedizione € 172,46)	- semestrale	€ **412,00**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 234,45)	- annuale	€ **652,00**
	(di cui spese di spedizione € 117,22)	- semestrale	€ **342,00**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € **80,00** *il versamento relativo al tipo di abbonamento alla* Gazzetta Ufficiale - *parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2005.*

BOLLETTINO DELLE ESTRAZIONI

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **88,00**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **56,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI
(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
	serie generale	€ 1,00
	serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo serie speciale, *concorsi*, prezzo unico	€ 1,50
	supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€ 6,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II (inserzioni)

Abbonamento annuo	*(di cui spese di spedizione € 120,00)*		€ **320,00**
Abbonamento semestrale	*(di cui spese di spedizione € 60,00)*		€ **185,00**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione)		€ 1,00	

I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo		€ **190,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni		€ **180,00**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€ 18,00	

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

Restano confermati gli sconti in uso applicati ai soli costi di abbonamento

ABBONAMENTI UFFICI STATALI
Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE